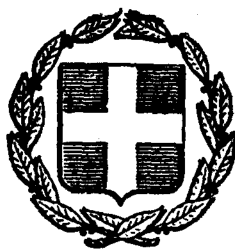


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 13 ΜΑΡΤΙΟΥ 1987	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 31

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1690

Κύρωση της προσχώρησης της Ελλάδας στο καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει ισχύ νόμου η συμφωνία μεταξύ Ελλάδας και κρατών μελών της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας που έγινε με την από 28 Νοεμβρίου 1979 αίτηση προσχώρησης της Ελλάδας στο Ευρωπαϊκό Σχολείο και την από 19 Αυγούστου 1980 ομόφωνη αποδοχή της από τα κράτη μέλη και αναφέρεται στη συμμετοχή της Ελλάδας στο Ευρωπαϊκό Σχολείο και την αποδοχή του καταστατικού του, του παραρτήματος για τον κανονισμό του ευρωπαϊκού απολυτηρίου μέσης εκπαίδευσης, του πρωτοκόλλου για την ίδρυση ευρωπαϊκών σχολείων και του πρόσθετου σ' αυτό πρωτοκόλλου, ως και η από 11 Απριλίου 1984 συμφωνία τροποποίησης του παραρτήματος του κανονισμού του ευρωπαϊκού απολυτηρίου και το πρωτόκολλο προσωρινής εφαρμογής της, τα κείμενα των οποίων στη γαλλική γλώσσα και σε ελληνική μετάφραση είναι τα ακόλουθα:

STATUT DE L'ECOLE EUROPEENNE

REGLEMENT DU BACCALAUREAT EUROPEEN

PROTOCOLE CONCERNANT LA CREATION D'ECOLES EUROPEENNES

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU PROTOCOLE CONCERNANT LA CREATION D'ECOLES EUROPEENNES

STATUT DE L'ECOLE EUROPEENNE

TITRE PREMIER
DE L'ECOLE EUROPEENNE

Article Premier

Il est crée au siège de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier un établissement d'enseignement et d'éducation, appelé «Ecole Européenne», ci-après dénommé l'Ecole.

Article 2

L'Ecole est ouverte aux enfants des ressortissants des Parties contractantes, les enfants des autres nationalités peuvent y être admis selon les règles définies par le Conseil supérieur prévu à l'article 8.

Article 3

L'enseignement donné à l'Ecole couvre toute l'étendue de la scolarité jusqu'à la fin des études secondaires. Il comprend :

1) un cycle primaire de cinq années d'enseignement;

2) un cycle secondaire de sept années d'enseignement.

Les élèves n'ayant pas l'âge requis pour être admis dans le cycle primaire sont accueillis dans une section enfantine, conformément aux dispositions du Réglement Général de l'Ecole.

Les elèves ayant suivi les études de l'Ecole jusqu'à l'âge exigé par la loi d'obligation scolaire de leur pays sont considérés comme ayant satisfait à cette obligation.

Article 4.

L' organisation pédagogique de l' Ecole est fondée sur les principes suivant.

1) La formation de base telle qu' elle sera déterminée par le Conseil supérieur est donnée dan les Langues officielles des Parties contractantes ;

2) pour toutes les sections Linguistiques, l' enseignement est donné sur la base de programmes et d' horaires unifiés ;

3) afin de favoriser l'unité de l' Ecole, le rapprochement et les échanges culturels entre éleves des différentes sections linguistiques, certains cours sont donnés en commun à des classes de même niveau :

4) à cet effet, un effoit particulier est fait pour donner aux élèves une connaissance approfondie des langues vivantes ;

5) l' éducation et l' enseignement sont donnés dans le respect des consciences et des convictions individuelles.

Article 5.

1) Les années d' études accomplies avec succès à l' Ecole et les diplômes des certificats sanctionnant ces études ont effet sur le territoire des Parties contractantes, conformément à un tableau d' équivalences et dans les conditions arrêtées par le Conseil supérieur prévu à l' article 8, sous réserve de l' accord des instances nationales competentes.

2) A l' issue des études secondaires, les éléves de l' Ecole peuvent subir les épreuves du Baccalauréat européen, dont les modalités sont definies par un accord particulier qui sera annexé au présent Statut. Les titulaires du Baccalauréat européen obtenu à l' Ecole :

a) jouissent dans leur pays respectif de tous les avantages attachés à la possession du diplôme ou certificat délivré à la fin des études secondaires de ce pays ;

b) peuvent solliciter avec les mêmes droits que les nationaux ayant des titres équivalents leur admission dans toute université existant sur le territoire des Parties contractantes.

Aux fins d' application de la présente convention, le terme «Université» désigne :

a) les universités,

b) les institutions considérées comme étant de même caractère qu' une université par la Partie contractante sur le territoire de laquelle elles sit ituées.

Article 6.

Au regard de la législation de chacuns des Parties contractantes, l' Ecole a le statut d' un établissement public; elle est doté de la personalité morale nécessaires à la réalisation de son objet ; elle jouit de l' autonomie financière et pour etre en justice elle peut acquérir et alliéner les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à la réalisation de son objet.

TITRE DEUXIEME
DES ORGANES L'ECOLE

Article 7

Les organes de l'Ecole sont :

1. le Conseil supérieur,
2. les Conseils d'inspection,
3. le Conseil d'administration,
4. le Directeur,

CHAPITRE PREMIER
Du Conseil supérieur

Article 8

Le Conseil supérieur est constitué par le ou les Ministres de chacune des Parties contractantes de qui relèvent l'Education Nationale et (ou) les Relations Culturelles avec l'Etranger (1). Il se réunit au moins une fois par an. Les Ministres peuvent s'y faire représenter.

Le Conseil supérieur élit pour un an son président en son sein.

Article 9

Le Conseil supérieur est chargé de l'application de la présente convention; il dispose à cet effet des pouvoirs nécessaires en matière pédagogique, budgétaire et administrative. Il établit d'un commun accord, le Réglement Général de l'Ecole.

---

(1) Pour la République Fédérale d'Allemagne sont compétents le Ministre des Affaires Etrangères et le Président de la Conférence Permanente des Ministres de l'Instruction Publique.

Article 10

En matière pédagogique et budgétaire, les décisions du Conseil supérieur sont prises à l'unanimité des Parties représentées. En matière administrative, elles sont prises à la majorité des deux tiers. Dans tous les votes, chacune des parties contractantes représentée dispose d'une voix.

Article 11

En matière pédagogique, le Conseil supérieur définit l'orientation des études et arrête leur organisation. En particulier :

1) sur proposition du Conseil d'inspection compétent, il fixe les programmes et horaires harmonisés de chaque année d'études et de chaque section qu'il a organisée et donne des directives générales pour le choix des méthodes ;

2) il fait assurer le contrôle de l'enseignement par les Conseils d'inspection;

3) il fixe l'âge requis pour entrer dans les différents cycles d'enseignement. Il définit les règles autorisant le passage des élèves dans la classe suivante ou dans le cycle secondaire et, afin de leur permettre de réintégrer à tout moment les écoles nationales, il arrête les conditions dans lesquelles sont validées les années d'études faites à l'Ecole ;

4) il institue des examens destinés à sanctionner le travail accompli à l'Ecole; il établit le réglement de ceux-ci, en constitue les jurys, en délivre les diplômes, il fixe les épreuves de ces examens à un niveau suffisant pour donner effet aux dispositions de l'article 5, il établit le tableau d'équivalences prévu audit article.

Article 12

En matière administrative, le Conseil supérieur :

1) désigne chaque année son représentant au Conseil d' administartion prévu à l'article 20 Ce représentant:

a) assure les relations avec les Parties contractantes entre les sessions du Conseil supérieur :

b) contrôle l' application des décisions de celui-ci:

c) représente le droit de l'Ecole;

d) préside le Conseil d'administration;

2) nomme le Directeur de l'Ecole et établit son statut;

3) détermine chaque année, sur proposition des Conseils d'inspection, les besoins en personnel et règle, avec les Gouvernements, les questions relatives à l'affectation ou le détachement des professeurs, des maîtres et surveillants de l'Ecole de façon telle que ceux-ci conservent les droits à l'avancement et à la retraite garantis par leur statut national et bénéficient des avantages accordés aux fonctionnaires de leur catégorie à l'étranger ;

4) établit, à l'unanimité, sur proposition des Conseils d'inspection, selon les règles harmonisées, le statut interne du corps enseignant.

Article 13

En matière budgétaire, le Conseil supérieur :

1) arrête le budget des recettes et des dépences de l'Ecole préparé par le Conseil d'administration ;

2) opère à l'unanimité une répartition équitable des charges entre toutes les Parties contractantes ;

3) approuve le compte annuel de gestion, présenté par le Conseil d'administration.

Article 14

Le Conseil supérieur arrête son réglement intérieur.

CHAPITRE 2

Des Conseils d'inspection

Article 15

Deux Conseils d'inspection sont crées à l'Ecole: l'un pour la section enfantine et le cycle primaire, l'autre pour le cycle secondaire.

Article 16

Chacune des Parties contractantes est représentée dans chaque Conseil par un membre. Celui-ci est désigné par le Conseil supérieur sur proposition de la partie intéressée.

Article 17

Réunis périodiquement en Conseils, les Inspecteurs:

1) confrontent leurs observations au niveau atteint par les études et à la qualité des méthodes d'enseignement :

2) adressent au Directeur et au Corps enseignant les directives spéciales résultant de leurs inspections ;

3) soumettent au Conseil supérieur les propositions prévues aux articles 11 et 12 et éventuellement des propositions tendant à l'aménagement des programmes et à l'organisation des études;

4) statuent en fin d'année scolaire, et sur proposition du Directeur, sur l'admission des éléves à la classe supérieure.

Article 18

En même temps, chaque Inspecteur peut être chargé par les instances nationales compétentes, et dans le cycle d'enseignement qui le concerne, de la tutelle pédagogique des professeurs issus de son administration.

Il assiste dans sa tâche toute personne ayant, d'après sa législation nationale, qualité pour inspecter et conseiller le personnel dont il a la charge.

Article 19

Les règles de fonctionnement des Conseils d'inspection sont fixées par le Conseil supérieur.

CHAPITRE 3

Du Conseil d'Administration

Article 20

Le Conseil d'Administration prévu à l'article 7 comprend 6 membres, sous réserve de la dérogation prévue à l'article 27 :

1) le Représentant du Conseil supérieur-Président;

2) le Directeur de l'Ecole;

3) deux membres choisis par le Conseil supérieur sur deux listes comportant deux noms au moins, établies l'une par le corps enseignant du cycle secondaire, l'autre par le corps enseignant du cycle primaire et de la section enfantine réunis;

4) deux membres agrées par le Conseil supérieur, représentant l'Association des parents d'élèves.

Dans des cas exceptionnels, le Président peut suspendre l'exécution d'une décision du Conseil d'Administration et en référer par une procédure d'urgence au Conseil supérieur, qui prend les décisions nécessaires.

Article 21

Le Conseil d'Administration :

1) prépare le budget des recettes et des dépenses, le soumet au Conseil supérieur, en contrôle l'exécution et établit le compte annuel de gestion;

2) gère les biens et avoirs de l'Ecole;

3) crée les conditions matérielles favorables et le climat propice au bon fonctionnnement de l'Ecole;

4) exerce toute autre attribution administrative que lui confie le Conseil supérieur.

CHAPITRE 4
Du Directeur

Article 22

Le Directeur exerce ses fonctions dans le cadre du Règlement prévu à l'article 9 et des dispositions de l'article 23.

Il est chargé plus particulièrement :

1) de la coordination des études : à cet effet, notamment, il réunit et préside les Conseils de professeurs dans les conditions à déterminer par le Règlement Général;

2) de la mise en application des directives pédagogiques et administratives du Conseil supérieur et des Conseils d'inspection;

3) de l'administration du personnel de l'Ecole;

4) de l'exécution du budget des recettes et des dépenses, sous le contrôle du Conseil d'administration.

Article 23

Le Directeur doit posséder les titres exigés pour assurer la direction d'un établissement d'enseignement dont le diplôme terminal donne accès à l'université. Il est responsable devant le Conseil supérieur.

TITRE TROISIEME
DE L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES

Article 24

Le Conseil supérieur reconnaît une Association représentative des Parents d'Elèves pour autant qu'elle ait pour but :

1) de faire connaître aux autorités de l'Ecole les voeux des parents et leurs suggestions relatives à l'organisation scolaire;

2) d'organiser les activités périscolaires, en liaison avec le Conseil d'Administration.

L'Association qui aura été reconnue sera tenue périodiquement informée de la vie de l'Ecole par l'intermédiaire du Directeur ou de la représentation des parents au Conseil d'Administration.

TITRE QUATRIÈME
DU BUDGET

Article 25

L'exercice financier de l'Ecole s'étend du 1er juillet au 30 juin suivant.

Article 26

Le budget des recettes et des dépenses de l'Ecole est alimenté par :

1) les contributions versées par les Parties contractantes sur la base de la répartition des charges effectués par le Conseil supérieur;

2) les subventions des Institutions avec lesquelles l'Ecole a conclu des accords;

3) les dons et legs acceptés par le Conseil supérieur;

4) les contributions scolaires mises à la charge des parents d'élèves par décision du Conseil supérieur.

TITRE CINQUIEME
DISPOSITIONS SPECIALES

Article 27

Le Conseil supérieur peut négocier tous accords relatifs à l'Ecole avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Celle-ci obtient alors un siège au Conseil supérieur ainsi qu'au Conseil d'Administration. Le nombre des membres du Conseil supérieur disposant d'une voix, ainsi que celui des membres du Conseil d'Administration, sera alors porté à 7.

Article 28

Le Conseil supérieur peut négocier avec le Gouvernement du pays du siège de l'Ecole tout accord complémentaire afin d'assurer à celle-ci les meilleures conditions matérielles et morales de fonctionnement.

Article 29

Au moment de la signature du présent Statut, le Gouvernement luxembourgeois pourra formuler des réserves qui tiennent à sa qualité de Gouvernement du pays du siège et à sa législation scolaire propre.

Article 30

1) Toute partie contractante pourra dénoncer le présent Statut par notification écrite adressée au Gouvernement luxembourgeois; celui-ci avisera de la réception de cette notification toutes les Parties contractantes. La dénonciation prendra effet le 1er septembe qui suivra la notification, à condition que cette notification soit intervenue au moins 12 mois plus tôt,

2) La Partie contractante qui dénonce le présent Statut renonce à toute quote-part dans les avoirs de l'Ecole. Le Conseil supérieur décidera à la majorité des deux tiers des mesures d'organisation à prendre à la suite de la dénonciation par l'une des Parties contractantes.

3) Si, à la suite d'une décision unanime des Parties contractantes, l'Ecole devait être mise en liquidation, le Conseil supérieur prendrait toutes mesures qu'il jugerait opportunes, notamment en ce qui concerne la dévolution des avoirs de l'Ecole.

Article 31

1) Tout Gouvernement qui n'est pas signataire du présent Statut pourra demander à y adhérer. La demande d'adhésion sera adressée, par écrit, au Gouvernement luxembourgeois, qui en donnera avis à chacune des Parties contractantes.

2) Pour être acceptée, la demande devra recueillir l'accord unanime des Parties contractantes.

3) L'accord recueilli, l'adhésion prendra effet le 1er septembre suivant la date du dépôt des instruments d'adhésion auprès du Gouvernement luxembourgeois.

4) La composition du Conseil supérieur et celle des Conseils d'inspection seront alors modifiées en conse quence.

Article 32

1) Le présent Statut sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement

uxembourgeois, qui notifiera ce dépôt à tous les autres Gouvernements signataires.

2) Le Statut entrera en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument de ratification.

ANNEXE
au
STATUT DE L'ECOLE EUROPEENNE
portant
REGLEMENT DU BACCALAUREAT EUROPEEN

Article 1

Le diplôme de Baccalauréat européen est délivré au nom du Conseil Supérieur, à la fin de la 7ème année de l'enseignement secondaire de l'Ecole européenne, aux élèves qui auront subi avec succès les épreuves de l'examen dont les modalités sont fixées ci-après. Il sanctionne les études secondaires accomplies à l'Ecole européenne dans les conditions déterminées par le Conseil supérieur.

Article 2

Les élèves inscrits à chacune des divisions linguistiques de l'Ecole subissent les mêmes épreuves ou des épreuves équivalentes devant un jury dont la composition et le fonctionnement sont fixés ci-après.

Article 3
Session de l'examen

Une session ordinaire d'examen est organisée en principe chaque année à la date décidée par le Conseil supérieur.

L'organisation d'une session extraordinaire pourra être décidée par le Jury de l'examen selon les modalités arrêtées par le Conseil supérieur au cas où un ou plusieurs élèves n'auraient pas pu, pour des raisons de force majeure, se présenter à la session ordinaire.

Article 4
Inscription à l'examen

Peuvent s'inscrire aux épreuves du baccalauréat européen les élèves ayant accompli régulièrement au moins les deux dernières années de l'enseignement secondaire à l'Ecole européenne.

Les modalités et droits d'inscription sont fixés par le Conseil supérieur.

Objet des épreuves

Article 5

1) Les épreuves du Baccalauréat européen portent sur des disciplines enseignées en 7ème année d'étude, selon le programme de cette même année.

2) Pour juger les résultats des candidats, le jury de l'examen prend en considération les éléments suivants :
- La note préliminaire,
- Les épreuves finales.

3) Les épreuves finales sont pour partie écrites et pour partie orales. Elles sont notées de 1 à 10, 10 étant la meilleure note. Chaque épreuve est affectée d'un coefficient.

4) Pour être déclaré reçu, l' élève doit avoir obtenu :
- La moyenne de 60/100 pour l'ensemble des matières
- et un minimum de points fixés par le Conseil supérieur pour la composition de lettres dans sa langue maternelle.

Article 6

Les épreuves écrites comportent :

1) pour toutes les sections, avec le coefficient 2,5 :
- une composition de lettres dans la langue maternelle de l'élève, sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés;

2) en outre :

a) pour la section latin-grec
- avec le coefficient 3 : une version latine
- avec le coefficient 2 : une version grecque
- avec le coefficient 1,5 : en option l'une des trois épreuves suivantes :

i) une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés.
ii) une composition dans la deuxième langue,
iii) une épreuve de mathématiques;

b) pour la section latin-langues modernes
- avec le coefficient 3 : une version latine
- avec le coefficient 2 : une composition dans la deuxième langue
- avec le coefficient 1,5 : en option l'une des trois épreuves suivantes;

i) une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés,
ii) une composition dans une troisième langue,
iii) une épreuve de mathématique;

c) pour la section latin-mathématiques-sciences
- avec le coefficient 3 : une épreuve de mathématique
- avec le coefficient 2 : une épreuve de sciences physiques
- avec le coefficient 1,5 : en option l'une des trois épreuves suivantes :

i) une version latine,
ii) une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés,
iii) une composition dans la deuxième langue ;

d) pour la section langues modernes-mathématiques-sciences :
- avec le coefficient 3 : une épreuve de mathématiques
- avec le coefficient 2 : une épreuve de sciences physiques
- avec le coefficient 1,5 : en option l'une des trois épreuves suivantes :

i) une composition dans la deuxième langue,
ii) une épreuve de biologie
iii) une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés;

e) pour la section sciences, économiques et sociales
- avec le coefficient 3 : une épreuve d'économie
- avec le coefficient 2 : une épreuve de statistiques
- avec le coefficient 1,5 : en option l'une des trois épreuves suivantes :

i) une composition de philosophie sur un sujet choisi par l'élève parmi trois sujets qui lui sont proposés,
ii) une composition dans la deuxième langue,
iii) une épreuve de sociologie.

Article 7

Les épreuves orales comportent :
- avec le coefficient 1,5 : une interrogation dans la langue maternelle,
- avec le coefficient 1,5 : une interrogation dans la deuxième langue,

- avec le coefficient 1,5 : une interrogation portant sur l'histoire ou la géographie. Le choix entre ces deux matières est fait par un tirage au sort qui a lieu avant le début des épreuves finales,
- avec le coefficient 1,5 : une interrogation portant sur une matière à caractère scientifique ne faisant pas l'objet des épreuves écrites.

Article 8

a) Pour chaque élève un relevé des notes attribuées par matière au cours de la dernière année d'études est soumis au jury de l'examen. Les copies des épreuves trimestrielles sont également tenus â sa disposition.

b) La note préliminaire qui est la résultante de deux éléments d'importance égale :

1) les notes de classe

2) les notes des épreuves trimestrielles

intervient pour deux cinquièmes dans la moyenne finale.

1. La note de classe est établie pour chaque discipline sur la base :

a) de l'activité orale et écrite de l'élève en classe

d) du travail et des progrès de l'élève

Il sera aussi tenu compte des travaux faits à domicile

2. La note des épreuves trimestrielles est établie sur la base de compositions écrites et d'épreuves partielles, écrites ou orales, n'excédant pas une ou deux périodes de cours.

Les compositions écrites, qui, en nobre réduit, se déroulent au deuxième trimestre, sont harmonisées dans la mesure du possible à l'intérieur de chaque établissement.

Les disciplines qui ne font pas l'objet de compositions traditionnelles donnent lieu à des épreuves partielles au cours des trois trimestres de la classe terminale.

Tableau des compositions écrites du deuxième trimestre.

Série	Matières
I (LG)	L. Mat. (1) - Philo (2) - LV 1 (3) - Mathématique
II (LL)	L. Mat. (1) - Philo (2) - LV 2 (4) - Mathématique
III (LM)	L. Mat. (1) - Philo (2) - Latin - LV 1 (3)
IV (Mod)	L. Mat. (1) - Philo (2) - LV 1 (3) - Chimie
V (Sc.éc)	L. Mat. (1) - Philo (2) - LV 1 (3) - Sociologie

(1) langue maternelle
(2) philosophie
(3) 1ère langue vivante
(4) 2ème langue vivante.

Composition du jury

Article 9

1) Font partie du jury :

- Le Président, les vice-Présidents
- Les examinateurs venant des Etats-membres désignés par le Conseil supérieur
- Le Directeur de l'Ecole,
- Les Professeurs de la classe terminale enseignant les disciplines prévues aux articles 6 et 7 ci-dessus.

2) Ils constituent ensemble le jury unique pour les différentes divisions linguistiques et les différentes sections de l'enseignement secondaire.

3) Chacune des Parties contractantes a, en principe, au moins deux membres dans le jury.

4) Les membres du jury, qui ne font pas partie du personnel des Ecoles européennes, sont choisis pour leurs compétences particulières dans une ou plusieur des matières formant l'objet des épreuves écrites et orales. Ils doivent satisfaire aux conditions requises par leur pays d'origine pour être nommés membres de jurys équivalents. Ils doivent connaître au moins deux des langues enseignées dans les Ecoles européennes.

5) La présidence du jury est assurée par un professeur d'enseignement supérieur désigné par le Conseil supérieur sur proposition, à tour de rôle, des instances compétentes du pays auquel échoit la présidence.

Les inspecteurs représentant chaque pays dans le Conseil d'inspection de l'enseignement secondaire des Ecoles européennes assistent le président en qualité de vice-présidents. En cas d'empêchement du Président, l'un des vice-Présidents assure la Présidence.

Article 10

Chacune des épreuves écrites fait l'objet d'une double correction. Les copies anonymes sont corrigées d'une part par le professeur de la classe et d'autre part par un correcteur extérieur. L'harmonisation de la notation est assurée par le président du jury de l'examen ou par les vices-présidents.

Les épreuves orales des candidats se déroulent devant deux examinateurs : un examinateur extérieur et le professeur du candidat.

Après le choix de la question, il est laissé au candidat un temps raisonnable pour se préparer.

Article 11

Le Conseil supérieur fixe, outre les frais de voyage et de séjour remboursés aux membres du jury, le montant de l'indemnité qui leur est accordée pour chaque jour de présence au siège de l'Ecole pendant la durée de la session d'examen.

Déroulement de l'examen

Article 12

Les sujets de l'examen écrit sont choisis par le président du jury parmi les sujets proposés par les membres du Conseil d'inspection de l'enseignement secondaire.

Les sujets retenus pour les épreuves sont consignés dans un pli cacheté séparé pour chaque matière. Ces plis ne peuvent être ouverts que dans la salle où a lieu l'examen, juste au début de chaque épreuve.

Le président du jury prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le secret des épreuves.

Article 13

Par décision spéciale du jury, un élève peut exceptionnellement, et pour raisons physiques dûment constatées, être autorisés à remplacer l' examen oral par un examen écrit et inversement.

Article 14

La durée des épreuves écrites et orales prévues aux articles 6 et 7 est fixée par le Conseil supérieur.

Article 15

L'examen écrit se déroule sous la surveillance constante établie par le président du jury, assisté par le directeur de l'Ecole.

Article 16

Le Président du jury peut assister a toutes les épreuves. Il peut à tout moment, au cours de l'examen, réunir

le jury au sujet de toutes questions concernant le déroulement des épreuves. Il a autorité pour trancher les incidents qui pourraient se produire.

Les délibérations du Jury

Article 17

Les membres du jury, chargés de corriger les épreuves écrites ou de faire subir les épreuves orales, notent individuellement chaque épreuve d'aptitue. Après délibération, la note finale de chaque épreuve résulte de la moyenne arithmétique des différentes notes données. Les notes ainsi établies sont transmises au président du jury.

Article 18

1) Lorsque les épreuves écrites ou orales sont terminées, le président réunit le jury pour délibérer sur l'ensemble des résultats.

2) Les notes obtenues par chaque élève pour les différentes parties de l'examen sont collationnées et comparées, compte tenu des coefficients attribués à chacune des disciplines.

3) Les différentes parties de l'examen interviennent dans le résultat final dans la proportion suivante :

a) un maximum de 100 points pour la note préliminaire, telle que définie à l'article 8;

b) un maximum de 90 points pour l'ensemble des épreuves écrites, telles que définies à l'article 6;

c) un maximum de 60 points pour l'ensemble des épreuves orales, telles que définies à l'article 7.

Au cas où un élève n'aurait pas obtenu le minimum requis en langue maternelle, son élimination n'aura lieu qu'après délibération du jury. Sur avis du professeur, titulaire de cette matière, le jury pourra décider ou non de faire immédiatement passer à l'élève un nouvel examen.

Cet examen aura lieu devant une sous-commission spéciale, présidée par le président du jury ou son représentant.

Article 19

Le jury de l'examen délibère au vu des différents éléments d'appréciation que représentent la note préliminaire et les résultats des épreuves écrites et orales.

Les candidats qui ont satisfait aux conditions de moyenne requises à l'article 5 point 4, sont déclarés reçus.

Le cas des candidats dont le nombre de points obtenus atteint au moins les 9/10 du total requis fait l'objet d'un examen particulier. A cet effet, le jury consulte le livret scolaire portant, en particulier, sur les deux dernières années scolaires.

Après délibération sur chaque cas d'espèce, il se prononce définitivement. Les décisions du jury sont souveraines. Le seul recours recevable étant celui qui est fondé sur un vice de forme.

Article 20

Lorsque dans un cas particulier les avis sont partagés sur un candidat, il est procédé à un vote auquel participent outre le Président et les vice-présidents, les examinateurs extérieures, le Directeur de l'Ecole et les professeurs (1) du candidat qui ont enseigné dans la classe terminale les disciplines qui ont fait l'objet d'une épreuve écrite ou orale. En cas d'égalité des voix, la voix du président est déterminante.

(1) Les professeurs de la classe terminale enseignant les autres disciplines peuvent assister aux délibérations avec voix consultative.

Article 21

Il est établi un procès-verbal sur le déroulement des épreuves et des délibérations. Il mentionne la note attribuée à chaque matière et le pourcentage de points accordés pour l'ensemble des épreuves. Il est signé par le Président ou le Vice-Président.

Le Président du jury adressera aux autorités nationales, désignées à cet-effet, une copie certifiée conforme du procès-verbal.

Article 22

Les membres du jury sont tenus de respecter le secret des opérations de l'examen et des délibérations.

Diplôme du Baccalauréat européen

Article 23

1) Il est décerné aux élèves qui ont subi avec succès les épreuves du Baccalauréat européen un diplôme attestant le pourcentage de points obtenus à lexamen. Une liste des pourcentages de points obtenus par l'élève dans chaque matière lui sera délivrée sur sa demande.

2) Ce diplôme est signé par le président du jury et par un des membres au moins de chaque nationalité, ainsi que par le directeur de l'Ecole. Il est muni du sceau de l'Ecole.

3) La liste annexe est signée par le président du jury.

4) Le directeur de l'Ecole peut, par la suite, en délivrer des copies conformes.

Equivalence avec les études secondaires nationales.

Article 24

a) En vue de l'application de l'article 5 point 2 a) et b) du Statut de l'Ecole, le Baccalauréat européen assure, selon la section, l'équivalence avec les diplômes ou certificats nationaux; les autorités compétentes des Parties contractantes en informeront le Conseil supérieur.

b) En cas de modification de dénomination des diplômes, certificats ou mentions en vigueur dans un pays, les Parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à assurer l'équivalence des diplômes du Baccalauréat européen avec les diplômes, certificats et mentions résultant des nouvelles dispositions nationales.

Dispositions générales

Article 25

Le Conseil supérieur prend les dispositions nécessaires en vue d'appliquer et, en tant que besoin, de compléter le présent document.

PROTOCOLE

CONCERNANT

LA CREATION D'ECOLES EUROPEENNES

établi par référence au statut de l'Ecole européenne signé à Luxembourg, le 12 avril 1957

Article 1

Pour l'éducation et l'enseignement en commun d'enfants du personnel des Communautés Européennes, des établissements dénommés «Ecole européenne» peuvent être créés sur le territoire des Parties contractantes.

D'autres enfants, quelle que soit leur nationalité, peuvent également y être admis.

Ces établissements seront régis, sous réserve des articles qui suivent, par les dispositions du Statut de l'Ecole européenne, signé à Luxembourg, le 12 avril 1957 et du Règlement du Baccalauréat européen, signé à Luxembourg, le 15 juillet 1957.

Article 2

Le Conseil supérieur décide à l'unanimité la création de nouvelles Ecoles européennes et fixe leur emplacement.

Article 3

Les pouvoirs donnés par le Statut de l'Ecole européenne au Conseil supérieur, aux Conseils d'inspection et au Représentant du Conseil supérieur -Président du Conseil d'administration- s'étendent à toute Ecole créée conformément à l'article 1.

Chaque Ecole a une personnalité juridique distincte, conformément à ce qui est prévu à l'article 6 du Statut de l'Ecole européenne.

Chaque Ecole a son propre Conseil d'administration et son Directeur.

Article 4

Le Conseil supérieur peut négocier tous accordes relatifs aux établissements ainsi créés avec les Communautés européennes et avec toutes autres organisations ou institutions intergouvernementales qui, par leur implantation, sont intéressées au fonctionnement de ces établissements. Celles-ci obtiennent alors un siège et une voix au Conseil supérieur pour toutes les questions relatives à l'établissement en cause, ainsi qu'un siège au Conseil d'administration de ce dernier.

Toutefois, aucune décision prise par une majorité qualifiée, conformément à l'article 10 du Statut de l'Ecole européenne, n'est acquise que si elle recueille l'adhésion des deux tiers des représentants des Parties Contractantes.

Toute décision relative au financement d'un établissement est prise à l'unanimité des parties représentées au Conseil supérieur.

Article 5

Le Conseil supérieur peut également négocier des accords avec des organismes ou institutions de droit privé intéressés par leur implantation au fonctionnement d'une des Ecoles européennes créée en vertu du présent Protocole.

Le Conseil supérieur a la faculté de leur attribuer un siège au Conseil d'administration de l'établissement en question.

Article 6

L'exercice financier de chaque Ecole
sur s'étend l'année civile.

Article 7

En matière budgétaire, par dérogation à l'article 13 du Statut de l'Ecole européenne, le Conseil supérieur approuve, en ce qui le concerne, le projet de budget et le compte de gestion et les transmet aux autorités compétentes des Communautés européennes.

Article 8

Le gouvernement de tout pays où une Ecole a son siège aux termes de l'article 2 ci-dessus peut faire usage de la possibilité de formuler les réserves prévues par l'article 29 du Statut de l'Ecole européenne.

Article 9

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement luxembourgeois, dépositaire du Statut de l'Ecole européenne. Ce gouvernement notifiera le dépôt à tous les autres Gouvernements signataires.

Le présent protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument de ratification.

Le présent Protocole, rédigé en un seul exemplaire, en langues allemande, française, italienne et néerlandaise. qui font également foi, sera déposé dans les archives du Gouvernement Luxembourgeois, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties Contractantes.

PROTOCOLE ADDITIONNEL AU PROTOCOLE CONCERNANT LA CREATION D' ECOLES EUROPEENNES

établi par réfétence au Protocole signé
à Luxembourg le 13 avril 1962

Article 1

Nonobstant l'article 1 paragraphe 1 du protocole du 13 avril 1962 concernant la création d'Ecoles européennes, une école européenne peut être créée à Munich pour l'éducation et l'enseignement en commun d'enfants du personnel de l'Organisation européenne des brevets.

D'autres enfants, ayant la nationalité de l'un des Etats membres de la Communauté économique européenne ou de l'un des autres Etats parties à la convention sur le brevet européen, y seront également admis, suivant des règles à fixer, à l'unanimité, par le Conseil supérieur des Ecoles européennes.

Article 2

L'organisation européenne des brevets obtient un siège et une voix au Conseil supérieur pour toutes les questions relatives à l'établissement créé en application de l'article 1, ainsi qu'un siège au Conseil d'administration de l'établissement.

Article 3

Par dérogation à l'article 26 du statut, le budget de l'établissement créé en application de l'article 1 du présent protocole additionnel est alimenté selon des modalités à fixer dans un accord à conclure conformément à l'article 4 du protocole concernant la création d'Ecoles européennes. Le Conseil supérieur s'assure que cet accord comporte des dispositions relatives au financement de l'établissement, notamment par l'Organisation européenne des brevets.

Article 4

Par dérogation à l'article 7 du protocole concernant la création d'Ecoles européennes, le projet de budget et le compte de gestion de l'établissement créé en application de l'article 1 du présent protocole additionnel sont transmis à l'Organisation européenne des brevets.

Article 5

Le présent protocole additionnel sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement luxembourgeois dépositaire du statut de l'Ecole européenne. Ce gouvernement notifiera le dépôt à tous les autres gouvernements signataires.

Le présent protocole additionnel entrera en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

Le présent protocole additionnel, rédigé en un seul exemplaire, en langues allemande, anglaise, danoise, française, italienne et néérlandaise, qui font également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement luxembourgeois, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements signataires.

ACCORD RELATIF A LA MODIFICATION DE L'ANNEXE AU STATUT DE L'ECOLE EUROPEENNE PORTANT REGLEMENT DU BACCALAUREAT EUROPEEN

Les parties au Statut de l'Ecole européenne, signé à Luxembourg le 12 avril 1957.

Dûment représentées par :

- Monsieur Claude RUELLE, Ambassadeur du Royaume de Belgique au Luxembourg
- Monsieur Ib BODENHAGEN, Chargé d'Affaires a.i. du Royaume de Danemark au Luxembourg
- Monsieur Karlheinz H.G. KRUG, Chargé d'Affaires a.i. de la République fédérale d'Allemagne au Luxembourg.
- Monsieur Alexandre RAPHAEL, Ambassadeur de la République hellénique au Luxembourg.
- Monsieur Jean MEADMORE, Ambassadeur de la République française au Luxembourg.
- Mademoiselle Carmel FOLEY, Chargé d'Affaires a.i. d'Irlande au Luxembourg.
- Monsieur Maurizio BATTAGLINI, Ambassadeur de la République italienne au Luxembourg.
- Madame Colette FLESCH, Ministre des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération du Grand-Duché de Luxembourg
- Monsieur Fernand BODEN, Ministre de l'Education Nationale du Grand-Duché de Luxembourg.
- Monsieur August H. CROIN, Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Luxembourg.
- Monsieur Humphrey MAUD C.M.G., Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au Luxembourg.

DESIREUSES de modifier les modalités du Baccalauréat européen définies à l'Annexe au Statut de l' Ecole européenne portant Règlement du Baccalauréat européen établi le 15 juillet 1957 à Luxembourg et à l'Accord, relatif à la modification de cette annexe établi le 19 juin 1978 à Luxembourg.

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article premier

Les modalités du Baccalauréat européen définies à l'Annexe au Statut de l'Ecole européenne établie le 15 juillet 1957 à Luxembourg et à l'Accord relatif à la modification de cette Annexe établi le 19 juin 1978 à Luxembourg sont modifiées conformément aux dispositions qui figurent à l'Annexe au présent Accord.

Article 2

Le présent Accord sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement luxembourgeois.

Article 3

Le présent Accord entrera en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

Article 4

Le gouvernement luxembourgeois notifie aux parties au Statut de l'Ecole européenne toute signature, tout dépôt d'un instrument de ratification et la date d'entrée en vigueur di présent Accord.

Le présent Accord, rédigé en un seul exemplaire, en langues allemande, anglaise, danoise, française, grecque, italienne et néerlandaise, tous les textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement luxembourgeois qui en remettra une copie certifiée conforme à chacune des Parties contractantes.

TIL BEKRAEFTELSH AF DETTE har de undertegnede befuldmaegtigede sat deres underskrifter under denne aftale.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Abkommen gesetzt.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι προσυπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaires have affixed their signatures below this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Overeenkomst hebben gesteld.

Udfaerdiget i Luxembourg, den 11. april 1984

Geschehen zu Luxemburg am 11. April 1984

Λουξεμβούργο, 11 Απριλίου 1984

Done at Luxembourg on 11th April 1984

Fait à Luxembourg, le 11 avril 1984

Fatto a Lussemburgo, addi' 11 aprile 1984

Gedaan te Luxemburg, de 11e april 1984.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Voor de Regering van het Koninkrijk België

(s) Claude RUELLE

På Kongeriget Danmarks vegne

(s) Ib BODENHAGEN

Fur die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

(s) Karlheinz KRUG

Για την Ελληνική Κυβέρνηση

(s) Alexandre RAPHAEL

Pour le Gouvernement de la République française

(s) Jean MEADMORE

For the Governement of Ireland

(s) Carmel FOLEY

Per il Governo della Republica italiana
(s) Maurizio BATTAGLINI

Pour le Gouvernement du Grand - Duché de Luxembourg

(s) Colette Flesch
(s) Fernand BODEN

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
(s) August H. CROIN

For the Governement of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
(s) Humphrey MAUD C.M.G.

ANNEXE

Conformément à l'article premier de l'Accord, le Règlement du Baccalauréat européen est modifié. Les dispositions approuvées par Accords des 15 juillet 1957 et 19 juin 1978 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article Premier

Le diplôme du Baccalauréat européen est délivré au nom du Conseil supérieur, à la fin de la 7ème année de l'enseignement secondaire de l'Ecole européenne, aux élèves qui auront subi avec succès les épreuves de l'examen dont les modalités sont fixées ci-après. Il sanctionne les études secondaires accomplies à l'Ecole européenne dans les conditions déterminées par les Conseil supérieur.

Article 2

Les élèves inscrits à chacune des divisions linguistiques de l'Ecole subissent les mêmes épreuves ou des épreuves équivalentes devant un jury dont la composition et le fonctionnement sont fixés ci-après.

Article 3

Session de l'examen

Une session ordinaire d'examen est organisée chaque année à la date décidée par le Conseil supérieur.

L'organisation d'une session extraordinaire pourra être décidée par le jury de l'examen selon les modalités arrêtées par le Conseil supérieur au cas où un ou plusieurs éléves n'auraient pas pu, pour des raisons de force majeure, se présenter â la session ordinaire.

Article 4

Inscription â l'examen

Peuvent s'inscrire aux épreuves du Baccalauréat européen les élèves ayant accompli régulièrement au moins les deux dernières années de l'enseignement secondaire à l'Ecole européenne.

Les modalités et droits d'inscription sont fixés par le Conseil supérieur.

Article 5

Objet des épreuves

1) Les épreuves du Baccalauréat européen portent sur des disciplines enseignées en 6ème et 7ème années, et notamment sur :

— la langue de base
— la première langue étrangère
— une au moins des options choisies par l'élève
— une des composantes des sciences humaines : histoire ou géographie
— une matière à caractère scientifique.

Le nombre d'épreuves écrites est au minimum de quatre et au maximum de six ; le nombre d'épreuves orales est au minimum de trois et au maximum de cinq.

2) Pour juger les résultats des candidats, le jury de l'examen prend en considération, selon des modalités arrêtèes par le Conseil supérieur :
— Les épreuves finales
— une note préliminaire fondée sur des résultats antérieurs.

3) Les épreuves finales sont pour partie écrites et pour partie orales. Elles sont notées de 0 à 10, 10 étant la meilleure note. Chaque épreuve est affectée d'un coefficient.

4) Pour être déclaré reçu, l'élève doit avoir obtenu la moyenne de 60% pour l'ensemble des matières. Le Conseil supérieur peut aussi déterminer des minima à atteindre dans certaines matières.

Composition du jury

Article 6

1) Font partie du jury :
— Le président, les vice - présidents,
— les examinateurs venant des Etats-membres désignés par le Conseil supérieur,
— le directeur de l'Ecole,
— les professeurs de la classe terminale désignés selon des modalités fixées par le Conseil supérieur.

2) Ils constituent ensemble le jury unique pour les différentes divisions linguistiques de l'enseignement secondaire.

3) Chacune des Parties contractantes a, en principe, au moins deux membres dans le jury.

4) Les membres du jury qui ne font pas partie du personnel des Ecoles européennes sont choisis pour leurs compétences particulières dans une ou plusieurs des matières formant l'objet des épreuves écrites ou orales. Ils doivent satisfaire aux conditions requises par leur pays d'origine pour être nommés membres de jurys équivalents. Ils doivent connaître au moins deux des langues enseignées dans les Ecoles européennes.

5) La présidence du jury est assurée par un professeur d'enseignement supérieur désigné par le Conseil supérieur sur proposition,à tour de rôle, des instances compétentes du pays auqel échoit la présidence.
Les inspecteurs représentant chaque pays dans le Conseil d'inspection de l'enseignement secondaire des Ecoles européennes assistent le président en qualité de vice - présidents. En cas d'empêchement du président, l'un des vice-présidents assure la présidence.

Article 7

Le Conseil supérieur fixe les attributions des membres du jury.

Article 8

Le Conseil supérieur fixe, outre les frais de voyage et de séjour remboursés aux membres du jury, le montant de l'indemnité qui leur est accordée pour chaque jour de présence au siège de l'Ecole pendant la durée de la session d'examen.

Déroulement de l'examen

Article 9

Les sujets de l'examen écrit sont choisis par le président du jury parmi les sujets proposés par les membres du Conseil d'inspection de l'enseignement secondaire.
Le président du jury prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le secret des épreuves.

Article 10

Par décision spéciale du jury, un élève peut exceptionnellement, et pour raisons physiques dûment constatées, être autorisé à remplacer l'examen oral par un examen écrit et inversement.

Article 11

La durée des épreuves écrites et orales visées à l'article 5 est fixée par le Conseil supérieur.

Article 12

L'examen écrit se déroule sous la surveillance constante établie par le président du jury, assisté par le directeur de l'Ecole.

Article 13

Le président du jury a autorité pour trancher les questions litigieuses qui pourraient se poser.

Les délibérations du jury

Article 14

Le jury délibère selon la procédure arrêtée par le Conseil supérieur.

Article 15

Il est établi un procès-verbal sur le déroulement des épreuves et des délibérations. Il mentionne la note attribuée à chaque matière et le pourcentage de points accordés pour l'ensemble des épreuves. Il est signé par le président ou le vice-président.

Le président du jury adressera aux autorités nationales, désignées à cet effet, une copie certifiée onforme du procés-verbal.

Article 16

Les membres du jury sont tenus de respecter le secret des opérations de l'examen et des délibérations.

Article 17

Diplôme du Baccalauréat européen

1) Le diplôme du Baccalauréat européen est décerné aux élèves qui ont subi avec succés les épreuves de l'examen.

2) Ce diplôme est signé par le président du jury et par le directeur de l'Ecole. Il est muni du sceau de l' Ecole.

3) Le directeur de l'Ecole peut, par la suite, en délivrer des copies conformes.

Article 18

Equivalence avec les études secondaires nationales

Les titulaires du Baccalauréat européen obtenu à l'Ecole :

a) jouissent dans leur pays respectif de tous les avantages attachés à la possession du diplôme ou certificat délivré à la fin des études secondaires de ce pays;

b) peuvent solliciter, avec les mêmes droits que les nationaux ayant des titres équivalents, leur admission dans toute université existant sur le territoire des Partiescontractantes.

Article 19

Dispositions générales

Le Conseil supérieur prend les dispositions nécessaires en vue d'appliquer et, en tant que besoin, de compléter le présent document.

PROTOCOLE CONCERNANT L'APPLICATION PROVISOIRE DE L'ACCORD, SIGNE A LUXEMBOURG LE 11 AVRIL 1984, RELATIF A LA MODIFICATION DE L'ANNEXE AU STATUT DE L'ECOLE EUROPEENNE PORTANT REGLEMENT DU BACCALAUREAT EUROPEEN

Les parties au Statut de l'Ecole européenne, signé à Luxembourg le 12 avril 1957,

Dûment représentées par :

- Monsieur Claude RUELLE, Ambassadeur du Royaume de Belgique au Luxembourg
- Monsieur Ib BODENHAGEN, Chargé d'Affaires a.i. du Royaume de Danemark au Luxembourg
- Monsieur Karlheinz H.G. KRUG, Chargé d'Affaires a.i. de la République fédérale d'Allemagne au Luxembourg
- Monsieur Alexandre RAPHAEL, Ambassadeur de la République hellénique au Luxembourg
- Monsieur Jean MEADMORE, Ambassadeur de la République française au Luxembourg
- Mademoiselle Carmel FOLEY, Chargé d'Affaires a.i. d'Irlande au Luxembourg
- Monsieur Maurizio BATTAGLINI, Ambassadeur de la République italienne au Luxembourg
- Madame Colette FLESCH. Ministre des Affaires Etrangères du Commerce Extérieur et de la Coopération du Grand-Duché de Luxembourg
- Monsieur Fernand BODEN, Ministre de l'Education Nationale du Grand-Duché de Luxembourg
- Monsieur August H. CROIN, Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Luxembourg
- Monsieur Humphrey MAUD C.M.G., Ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au Luxembourg

VU le Statut de l'Ecole européenne, signé à Luxembourg le 12 avril 1957,

DESIREUSES d'assurer dans toute la mesure du possible l'application immédiate de l'Accord signé à Luxembourg le 11 avril 1984, relatif à la modification de l'Annexe au Statut de l'Ecole européenne portant Règlement du Baccalauréat européen, en attendant son entrée en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article unique

L'Accord, signé à Luxembourg le 11 avril 1984, relatif à la modification de l'Annexe au Statut de l' Ecole européenne portant Règlement du Baccalauréat européen est appliqué à titre provisoire á partir du 1er septembre 1984, dans la mesure permise par les Constitutions et les lois des Parties contractantes.

TIL BEKRAEFTELSE AF DETTE hat de undertegnede befuld-maegtigede sat deres underskrifter under denne aftale.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigen ihre Unterschriften unter dieses Protokoll gesetzt.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι προσυπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this Protocol.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Udfaerdiget i Luxembourg, den 11. april 1984

Geschehen zu Luxembourg am 11. April 1984

Λουξεμβούργο, 11 Απριλίου 1984

Done at Luxembourg on 11th April 1984

Fait à Luxembourg, le 11 avril 1984

Fatto a Lussemburgo, addi' 11 aprile 1984

Gedaan te Luxemburg, de 11e april 1984

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Voor de Regering van het Koninkrijk België

(s) Claude RUELLE

Pa Kongeriget Danmarks vegne

(s) Ib BODENHAGEN

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

(s) Karlheinz KRUG

Για την Ελληνική Κυβέρνηση

(s) Alexandre RAPHAEL

Pour le Gouvernement de la République française

(s) Jean MEADMORE

For the Government of Ireland

(s) Carmel FOLEY

Per il Governo della Repubblica italiana

(s) Maurizio BATTAGLINI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

(s) Colette Flesch

(s) Fernand BODEN

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

(s) August H. CROIN

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

(s) Humphrey MAUD C.M.G.

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟ
ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ
ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΑΠΟΛΥΤΗΡΙΟΥ

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ
ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΙΟΥΡΓΙΑ
ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΣΧΟΛΕΙΩΝ

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ
ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ
ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΣΧΟΛΕΙΩΝ

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ

ΠΡΩΤΟΣ ΤΙΤΛΟΣ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΣΧΟΛΕΙΟ

Άρθρο 1.

Στην έδρα της Ευρωπαϊκής Κοινότητας Άνθρακα και Χάλυβα ιδρύεται ένα διδακτικό και εκπαιδευτικό ίδρυμα υπό την ονομασία «Ευρωπαϊκό Σχολείο», που στη συνέχεια αποκαλείται Σχολείο.

Άρθρο 2.

Στο Σχολείο γίνονται δεκτά τα τέκνα των υπηκόων των συμβαλλομένων μερών. Τα τέκνα υπηκόων με άλλη ιθαγένεια είναι δυνατό να εγγραφούν στο Σχολείο, σύμφωνα με τους κανόνες που έχει καθορίσει το Ανώτατο Συμβούλιο, που προβλέπεται στο άρθρο 8.

Άρθρο 3.

Η διδασκαλία που παρέχεται στο Σχολείο καλύπτει όλο το φάσμα των σπουδών μέχρι τη συμπλήρωση της δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

Η διδασκαλία περιλαμβάνει:

1) τον πενταετή κύκλο σπουδών πρωτοβάθμιας εκπαίδευσης,

2) τον επταετή κύκλο σπουδών δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

Οι μαθητές, που δεν έχουν ακόμη την απαιτούμενη ηλικία για να γίνουν δεκτοί στον κύκλο σπουδών πρωτοβάθμιας εκπαίδευσης, εγγράφονται στο νηπιαγωγείο, σύμφωνα με όσα προβλέπονται στο γενικό κανονισμό λειτουργίας του Σχολείου.

Οι μαθητές, που έχουν φοιτήσει στο Σχολείο έως την ηλικία που απαιτείται από το νόμο υποχρεωτικής σχολικής εκπαίδευσης της χώρας τους, θεωρείται ότι έχουν εκπληρώσει την υποχρέωση αυτή.

Άρθρο 4.

Η οργάνωση των σπουδών του Σχολείου βασίζεται στις εξής αρχές:

1) η βασική εκπαίδευση γίνεται στις επίσημες γλώσσες των συμβαλλομένων μερών, σύμφωνα με τους κανόνες που θεσπίζει το Ανώτατο Συμβούλιο,

2) η διδασκαλία γίνεται με ενοποιημένα προγράμματα σπουδών και ωράρια, για όλα τα γλωσσικά τμήματα,

3) για να ευνοηθεί η ενότητα του Σχολείου, η προσέγγιση, αλλά και οι πολιτιστικές ανταλλαγές μεταξύ των μαθητών που φοιτούν στα διάφορα γλωσσικά τμήματα, ορισμένα μαθήματα διδάσκονται από κοινού στις τάξεις του ιδίου επιπέδου,

4) για το σκοπό αυτόν καταβάλλονται ιδιαίτερες προσπάθειες, για να αποκτήσουν οι μαθητές ευρύτατες γνώσεις των σύγχρονων γλωσσών,

5) τόσο η εκπαίδευση, όσο και η διδασκαλία διέπονται από το σεβασμό της ατομικής συνείδησης και των πεποιθήσεων κάθε ατόμου.

Άρθρο 5.

1) Τα έτη σπουδών που ολοκληρώθηκαν με επιτυχία στο Σχολείο, καθώς και τα αντίστοιχα απολυτήρια και πιστοποιητικά σπουδών, που εκδίδονται έπειτα από την περάτωση των σπουδών, αναγνωρίζονται στην επικράτεια των συμβαλλομένων μερών, με βάση τον πίνακα ισοτιμιών και υπό τους όρους που καθόρισε το Ανώτατο Συμβούλιο του άρθρου 8, με την επιφύλαξη ότι θα συμφωνήσουν οι αρμόδιες κρατικές αρχές.

2) Έπειτα από την περάτωση των σπουδών δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης, οι μαθητές που έχουν φοιτήσει στο Σχολείο μπορεί να λάβουν μέρος στις εξετάσεις του ευρωπαϊκού απολυτηρίου. Οι όροι των εξετάσεων διευκρινίζονται περαιτέρω στην ιδιαίτερη συμφωνία που επισυνάπτεται ως παράρτημα στο παρόν καταστατικό. Οι μαθητές, στους οποίους απονέμεται το ευρωπαϊκό απολυτήριο, έπειτα από επιτυχή συμμετοχή τους στις εξετάσεις του Σχολείου:

α) έχουν στη χώρα τους όλα τα δικαιώματα που απορρέουν από την κατοχή του διπλώματος του απολυτηρίου ή πιστοποιητικού, τα οποία χορηγούνται έπειτα από την περάτωση των σπουδών δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης στη χώρα αυτή,

β) μπορεί να ζητήσουν να γίνουν δεκτοί σε οποιοδήποτε ανώτατο εκπαιδευτικό ίδρυμα στην επικράτεια των συμβαλλομένων μερών, έχοντας τα αυτά δικαιώματα με τους υπηκόους του εν λόγω κράτους, που κατέχουν ισότιμους τίτλους.

Για τους σκοπούς της εφαρμογής της παρούσας συμφωνίας, ως «ανώτατα εκπαιδευτικά ιδρύματα» νοούνται:

α) τα πανεπιστήμια,

β) τα ιδρύματα, που στο συμβαλλόμενο μέρος, στου οποίου την επικράτεια έχουν την έδρα τους, θεωρούνται ισότιμα με τα πανεπιστήμια.

Άρθρο 6.

Από την άποψη της νομοθεσίας των μεμονωμένων συμβαλλομένων μερών, το Σχολείο υπάγεται στο νομικό καθεστώς του ιδρύματος δημοσίου δικαίου. Το Σχολείο έχει νομική προσωπικότητα, στο βαθμό που αυτό απαιτείται για την εκπλήρωση της αποστολής του. Το Σχολείο είναι εξάλλου οικονομικά ανεξάρτητο και έχει την ικανότητα του ενάγειν και ενάγεσθαι ενώπιον δικαστηρίων. Το Σχολείο μπορεί, τέλος, να αποκτά και να μεταβιβάζει κινητά και ακίνητα, στο βαθμό που αυτό απαιτείται για την εκπλήρωση του σκοπού του.

ΔΕΥΤΕΡΟΣ ΤΙΤΛΟΣ
ΟΡΓΑΝΑ ΤΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ

Άρθρο 7.

Τα όργανα του Σχολείου είναι:

1. το Ανώτατο Συμβούλιο,
2. τα Συμβούλια Επιθεωρητών,
3. το Διοικητικό Συμβούλιο,
4. ο Διευθυντής του Σχολείου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 1.

Το Ανώτατο Συμβούλιο.

Άρθρο 8.

Το Ανώτατο Συμβούλιο αποτελείται από τον υπουργό ή τους υπουργούς όλων των συμβαλλομένων μερών, που είναι αρμόδιοι για τα θέματα εθνικής παιδείας και/ή τις πολιτιστικές σχέσεις με το εξωτερικό. (1) Το Ανώτατο Συμβούλιο συνέρχεται τουλάχιστο μία φορά το χρόνο. Οι υπουργοί μπορεί να παραστούν δι' αντιπροσώπου.

Πρόεδρος του Ανωτάτου Συμβουλίου εκλέγεται ένα από τα μέλη του. Η θητεία του προέδρου είναι μονοετής.

Άρθρο 9.

Στα καθήκοντα του Ανωτάτου Συμβουλίου συγκαταλέγεται και η φροντίδα για την εφαρμογή της παρούσας συμφωνίας. Το Ανώτατο Συμβούλιο διαθέτει για το σκοπό αυτόν τις απαραίτητες εξουσίες στα εκπαιδευτικά και διοικητικά θέματα, καθώς και στα θέματα του προϋπολογισμού. Το Συμβούλιο θεσπίζει το γενικό κανονισμό λειτουργίας του Σχολείου, έπειτα από συμφωνία των μελών του.

Άρθρο 10.

Τόσο στα εκπαιδευτικά θέματα, όσο και στα θέματα του προϋπολογισμού, οι αποφάσεις του Ανωτάτου Συμβουλίου λαμβάνονται ομόφωνα από τα εκπροσωπούμενα συμβαλλόμενα μέρη. Όσον αφορά τα διοικητικά θέματα, οι αποφάσεις λαμβάνονται με πλειοψηφία των δύο τρίτων των μελών. Τα συμβαλλόμενα μέρη διαθέτουν μία ψήφο σε κάθε ψηφοφορία.

Άρθρο 11.

Το Ανώτατο Συμβούλιο καθορίζει στον εκπαιδευτικό τομέα τόσο τις γενικές κατευθύνσεις, όσο και την οργάνωση των σπουδών. Στον τομέα αυτόν ισχύουν ιδίως οι εξής αρχές:

1) Έπειτα από πρόταση του αρμοδίου Συμβουλίου Επιθεωρητών, το Ανώτατο Συμβούλιο καθορίζει εναρμονισμένα προγράμματα σπουδών και ωράρια για κάθε σχολικό έτος και για κάθε τμήμα που έχει ιδρύσει, θεσπίζοντας παράλληλα γενικές οδηγίες για την επιλογή των μεθόδων διδασκαλίας.

2) Το Ανώτατο Συμβούλιο μεριμνά επίσης για τον έλεγχο της διδασκαλίας από τα Συμβούλια Επιθεωρητών.

3) Το Ανώτατο Συμβούλιο καθορίζει την απαιτούμενη ηλικία για την εισαγωγή στις διάφορες βαθμίδες σχολικής εκπαίδευσης. Το Συμβούλιο καθορίζει εξάλλου τους κανόνες που διέπουν τον προβιβασμό των μαθητών στην επόμενη τάξη ή στη βαθμίδα της δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης και θεσπίζει τα κριτήρια, βάσει των οποίων αξιολογούνται τα έτη σπουδών στο πλαίσιο του Σχολείου, για να δοθεί στους μαθητές η δυνατότητα να επανενταχθούν οποτεδήποτε στα εθνικά σχολεία.

4) Το Ανώτατο Συμβούλιο καθιερώνει τις εξετάσεις, με τις οποίες επισφραγίζεται το έργο που έχει επιτελεσθεί στο σχολείο. Το Συμβούλιο εκδίδει τον κανονισμό των εξετάσεων, συνιστά τις εξεταστικές επιτροπές και απονέμει τα σχετικά απολυτήρια.

Το Ανώτατο Συμβούλιο φροντίζει ώστε η δοκιμασία των απολυτηρίων εξετάσεων να διατηρείται σε τέτοιο επίπεδο, ώστε να ανταποκρίνεται στις διατάξεις του άρθρου 5. Το Συμβούλιο καταρτίζει, τέλος, τον πίνακα ισοτιμιών, που προβλέπεται στο άρθρο αυτό.

(1) Στην περίπτωση της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, συναρμόδιοι είναι ο Υπουργός Εξωτερικών και ο Πρόεδρος της Μόνιμης Συνδιάσκεψης Υπουργών Παιδείας.

Άρθρο 12.

Όσον αφορά τα διοικητικά θέματα, το Ανώτατο Συμβούλιο:

1) διορίζει κάθε χρόνο τον εκπρόσωπό του στο Διοικητικό Συμβούλιο, που προβλέπεται στο άρθρο 20. Ο εκπρόσωπος αυτός:

α) είναι υπεύθυνος για τις σχέσεις μεταξύ των συμβαλλομένων μερών, στο χρονικό διάστημα που παρεμβάλλεται μεταξύ των συνόδων του Ανωτάτου Συμβουλίου,

β) ελέγχει την εφαρμογή των αποφάσεων του Ανωτάτου Συμβουλίου,

γ) εκπροσωπεί νομίμως το Σχολείο,

δ) προεδρεύει του Διοικητικού Συμβουλίου,

2) διορίζει το Διευθυντή του Σχολείου και καθορίζει το υπηρεσιακό του καθεστώς,

3) προσδιορίζει κάθε χρόνο τις ανάγκες σε προσωπικό, έπειτα από πρόταση των Συμβουλίων Επιθεωρητών, και ρυθμίζει από κοινού με τις κυβερνήσεις τα θέματα που αφορούν την τοποθέτηση ή απόσπαση των καθηγητών, των δασκάλων και του εποπτικού προσωπικού του Σχολείου, κατά τρόπο, ώστε αυτοί να διατηρούν τα δικαιώματα προαγωγής και συνταξιοδότησης που κατοχυρώνονται από το εθνικό υπηρεσιακό καθεστώς τους, αλλά και να έχουν τα πλεονεκτήματα που χορηγούνται στους υπαλλήλους της κατηγορίας τους, που υπηρετούν στο εξωτερικό,

4) καθορίζει ομόφωνα το υπηρεσιακό καθεστώς του διδακτικού προσωπικού, έπειτα από πρόταση των Συμβουλίων Επιθεωρητών, με βάση εναρμονισμένα κριτήρια.

Άρθρο 13.

Στα θέματα του προϋπολογισμού, το Ανώτατο Συμβούλιο:

1) καθορίζει τον προϋπολογισμό εσόδων και δαπανών του Σχολείου, που έχει καταρτίσει το Διοικητικό Συμβούλιο,

2) προβαίνει ομόφωνα στον ακριβοδίκαιο καταμερισμό των βαρών μεταξύ όλων των συμβαλλομένων μερών,

3) εγκρίνει τον ετήσιο ισολογισμό διαχείρισης που υποβάλλει το Διοικητικό Συμβούλιο.

Άρθρο 14.

Το Ανώτατο Συμβούλιο εγκρίνει τον εσωτερικό κανονισμό εργασιών του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 2.

Συμβούλια Επιθεωρητών.

Άρθρο 15.

Στο σχολείο συνιστώνται δύο Συμβούλια Επιθεωρητών, το ένα για το νηπιαγωγείο και την πρωτοβάθμια εκπαίδευση, το άλλο για τη δευτεροβάθμια εκπαίδευση.

Άρθρο 16.

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος εκπροσωπείται στα Συμβούλια από ένα μέλος. Το μέλος αυτό διορίζεται από το Ανώτατο Συμβούλιο, έπειτα από πρόταση της ενδιαφερόμενης πλευράς.

Άρθρο 17.

Τα Συμβούλια Επιθεωρητών συνέρχονται σε τακτικά χρονικά διαστήματα και

1) εκφράζουν τις απόψεις τους όσον αφορά το επίπεδο των σπουδών και την ποιότητα των μεθόδων διδασκαλίας,

2) παρέχουν ειδικές οδηγίες στο Διευθυντή και στο διδακτικό προσωπικό, με βάση τα συμπεράσματα των επιθεωρήσεών τους,

3) υποβάλλουν στο Ανώτατο Συμβούλιο τις προτάσεις που προβλέπονται βάσει των άρθρων 11 και 12 και, ενδεχομένως, προτάσεις για τη διαμόρφωση των προγραμμάτων διδασκαλίας και για την οργάνωση των σπουδών,

4) αποφασίζουν στο τέλος του σχολικού έτους για τον προβιβασμό των μαθητών στην αμέσως επόμενη τάξη, έπειτα από σχετική πρόταση του Διευθυντή.

'Αρθρο 18.

Οι αρμόδιες εθνικές αρχές μπορεί ταυτόχρονα να αναθέτουν σε κάθε Επιθεωρητή την εποπτεία του έργου των καθηγητών που προέρχονται από την εθνική του διοίκηση, στο πλαίσιο της εκπαιδευτικής βαθμίδας για την οποία είναι αρμόδιος.

Ο Επιθεωρητής συνεπικουρεί κατά την εκπλήρωση της αποστολής τους τα πρόσωπα στα οποία έχει ανατεθεί η αποστολή να εποπτεύουν και να συμβουλεύουν το προσωπικό που έχουν υπό τις διαταγές τους, βάσει των διατάξεων της εθνικής τους νομοθεσίας.

'Αρθρο 19.

Το Ανώτατο Συμβούλιο θεσπίζει τους κανόνες λειτουργίας των Συμβουλίων Επιθεωρητών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 3.

Διοικητικό Συμβούλιο.

'Αρθρο 20.

Το Διοικητικό Συμβούλιο του άρθρου 7 έχει 6 μέλη, με την επιφύλαξη της παρέκκλισης που θεσπίζεται στο άρθρο 27:

1) τον εκπρόσωπο του Ανωτάτου Συμβουλίου ως πρόεδρο,

2) το Διευθυντή του Σχολείου,

3) δύο μέλη, που επιλέγει το Ανώτατο Συμβούλιο από δύο καταλόγους, που περιλαμβάνουν τουλάχιστο δύο ονόματα. Ο ένας κατάλογος καταρτίζεται από το καθηγητικό προσωπικό της δευτεροβάθμιας Εκπαίδευσης, ενώ ο άλλος καταρτίζεται από κοινού από το διδακτικό προσωπικό της πρωτοβάθμιας εκπαίδευσης και του νηπιαγωγείου.

4) δύο μέλη, που έχει εγκρίνει το Ανώτατο Συμβούλιο, τα οποία εκπροσωπούν το σύλλογο γονέων.

Ο πρόεδρος μπορεί να αναστείλει σε εξαιρετικές περιπτώσεις την εκτέλεση μίας απόφασης του Διοικητικού Συμβουλίου και να αναπέμψει την υπόθεση στο Ανώτατο Συμβούλιο, που λαμβάνει τις αναγκαίες αποφάσεις, σύμφωνα με την προβλεπόμενη διαδικασία για τις κατεπείγουσες περιπτώσεις.

'Αρθρο 21.

Το Διοικητικό Συμβούλιο:

1) Καταρτίζει τον προϋπολογισμό εσόδων ή δαπανών, τον υποβάλλει στο Ανώτατο Συμβούλιο, ελέγχει την εκτέλεσή του και συντάσσει τον ετήσιο ισολογισμό διαχείρισης,

2) διαχειρίζεται τα περιουσιακά στοιχεία και τα στοιχεία του ενεργητικού του Σχολείου,

3) δημιουργεί τους ευνοϊκούς υλικούς όρους και ένα κλίμα πρόσφορο για την καλή λειτουργία του Σχολείου,

4) εκπληρώνει όλα τα άλλα διοικητικά καθήκοντα, που του αναθέτει το Ανώτατο Συμβούλιο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ 4.

Διευθυντής του Σχολείου.

'Αρθρο 22.

Ο Διευθυντής του Σχολείου ασκεί τα καθήκοντά του στο πλαίσιο του Γενικού Κανονισμού λειτουργίας του Σχολείου του άρθρου 9 και σύμφωνα με όσα προβλέπονται στο άρθρο 23.

Στα καθήκοντά του συγκαταλέγονται ιδίως:

1) ο συντονισμός των σπουδών: για το σκοπό αυτόν κυρίως, ο Διευθυντής συγκαλεί τις συνελεύσεις των καθηγητών και προεδρεύει σε αυτές, με τους όρους που προσδιορίζονται στο γενικό κανονισμό λειτουργίας του Σχολείου.

2) η εκτέλεση των οδηγιών του Ανωτάτου Συμβουλίου και των Συμβουλίων Επιθεωρητών ως προς τα εκπαιδευτικά και διοικητικά θέματα.

3) ο χειρισμός των διοικητικών θεμάτων που αφορούν το προσωπικό του Σχολείου,

4) η εκτέλεση του προϋπολογισμού εσόδων και δαπανών. υπό τον έλεγχο του Διοικητικού Συμβουλίου.

'Αρθρο 23.

Ο Διευθυντής του Σχολείου πρέπει να κατέχει τα απαιτούμενα προσόντα για τη διεύθυνση ενός εκπαιδευτικού ιδρύματος, το τελικό απολυτήριο του οποίου παρέχει πρόσβαση στα ανώτατα εκπαιδευτικά ιδρύματα. Ο Διευθυντής λογοδοτεί για τις πράξεις του στο Ανώτατο Συμβούλιο.

ΤΡΙΤΟΣ ΤΙΤΛΟΣ

ΣΥΛΛΟΓΟΣ ΓΟΝΕΩΝ

'Αρθρο 24.

Το Ανώτατο Συμβούλιο αναγνωρίζει το Σύλλογο, στον οποίο εκπροσωπούνται οι γονείς των μαθητών, στο βαθμό που σκοπός του Συλλόγου αυτού είναι:

1) να γνωστοποιεί στις αρχές του Σχολείου τις επιθυμίες των γονέων, αλλά και τις υποδείξεις τους στα θέματα της οργάνωσης του Σχολείου,

2) να οργανώνει τις συναφείς εξωσχολικές δραστηριότητες, σε συνεργασία με το Διοικητικό Συμβούλιο.

Ο Διευθυντής του Σχολείου ή οι εκπρόσωποι των γονέων στο Διοικητικό Συμβούλιο ενημερώνουν σε τακτά χρονικά διαστήματα τον αναγνωρισμένο σύλλογο για όσα διαδραματίζονται στο Σχολείο.

ΤΕΤΑΡΤΟΣ ΤΙΤΛΟΣ

ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΣ ΤΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ

'Αρθρο 25.

Το εκάστοτε οικονομικό έτος του Σχολείου αρχίζει την 1η Ιουλίου κάθε έτους και λήγει την 30ή Ιουνίου του επόμενου έτους.

'Αρθρο 26.

Ο προϋπολογισμός εσόδων και δαπανών του Σχολείου χρηματοδοτείται από:

1) τις συνεισφορές, που καταβάλλουν τα συμβαλλόμενα μέρη, με βάση την κλίμακα κατανομής των βαρών, που εφαρμόζει το Ανώτατο Συμβούλιο,

2) τις επιδοτήσεις των οργάνων της Κοινότητας, με τα οποία το Σχολείο έχει συνάψει συμφωνίες,

3) τις δωρεές και κληροδοτήματα που έχει αποδεχθεί το Ανώτατο Συμβούλιο,

4) τα δίδακτρα, με τα οποία επιβαρύνονται οι γονείς των μαθητών. σύμφωνα με απόφαση του Ανωτάτου Συμβουλίου.

ΠΕΜΠΤΟΣ ΤΙΤΛΟΣ

ΕΙΔΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

'Αρθρο 27.

Το Ανώτατο Συμβούλιο μπορεί να διαπραγματευθεί τη σύναψη οποιασδήποτε συμφωνίας με την Ευρωπαϊκή Κοινότητα Άνθρακα και Χάλυβα, όσον αφορά το Σχολείο. Στην ΕΚΑΧ παραχωρείται στην περίπτωση αυτή μία θέση, τόσο στο Ανώτατο Συμβούλιο, όσο και στο Διοικητικό Συμβούλιο. Ο αριθμός των μελών του Ανωτάτου Συμβουλίου που έχουν δικαίωμα ψήφου, αλλά και ο αριθμός των μελών του Διοικητικού Συμβουλίου, αυξάνεται στην περίπτωση αυτή σε 7.

Άρθρο 28.

Το Ανώτατο Συμβούλιο μπορεί να διαπραγματευθεί τη σύναψη οποιασδήποτε συμπληρωματικής συμφωνίας με την κυβέρνηση της χώρας στην οποία το Σχολείο έχει την έδρα του, με σκοπό να εξασφαλισθούν οι καλύτερες υλικές και πνευματικές βάσεις για τη λειτουργία του Σχολείου.

Άρθρο 29.

Η κυβέρνηση του Λουξεμβούργου μπορεί να διατυπώσει κατά την υπογραφή του παρόντος καταστατικού οποιεσδήποτε επιφυλάξεις, που αφορούν τόσο την ιδιότητά της, ως κυβέρνησης της χώρας όπου το Σχολείο έχει την έδρα του, όσο και τις διατάξεις της εθνικής της νομοθεσίας.

Άρθρο 30.

1) Κάθε συμβαλλόμενο μέρος έχει τη δυνατότητα να καταγγείλει το παρόν καταστατικό, απευθύνοντας τη σχετική έγγραφη κοινοποίηση στην κυβέρνηση του Λουξεμβούργου. Η τελευταία ενημερώνει όλα τα συμβαλλόμενα μέρη, σχετικά με την παραλαβή της εν λόγω κοινοποίησης. Η καταγγελία αρχίζει να ισχύει από την 1η Σεπτεμβρίου έπειτα από την κοινοποίηση, υπό τον όρο ότι η εν λόγω κοινοποίηση έχει γίνει τουλάχιστο 12 μήνες νωρίτερα.

2) Το συμβαλλόμενο μέρος που καταγγέλλει το παρόν καταστατικό παραιτείται από κάθε μερίδιο στα στοιχεία ενεργητικού του Σχολείου. Το Ανώτατο Συμβούλιο αποφασίζει σχετικά με τα οργανωτικά μέτρα που πρέπει να ληφθούν, έπειτα από την καταγγελία ενός των συμβαλλομένων μερών, με πλειοψηφία των δύο τρίτων των μελών του.

3) Αν το Σχολείο πρέπει να τεθεί υπό το καθεστώς της εκκαθάρισης, έπειτα από ομόφωνη απόφαση των συμβαλλομένων μερών, το Ανώτατο Συμβούλιο λαμβάνει όλα τα μέτρα που κρίνει απαραίτητα, ιδίως σε ό,τι αφορά τη διανομή των στοιχείων του ενεργητικού του Σχολείου.

Άρθρο 31.

1) Οποιαδήποτε κυβέρνηση δεν έχει συνυπογράψει το παρόν καταστατικό μπορεί να ζητήσει να προσχωρήσει σε αυτό. Η αίτηση προσχώρησης απευθύνεται εγγράφως στην κυβέρνηση του Λουξεμβούργου, που απευθύνει σχετική ειδοποίηση σε όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.

2) Για να γίνει αποδεκτή η σχετική αίτηση, απαιτείται ομοφωνία των συμβαλλομένων μερών.

3) Εφ' όσον υπάρξει ομοφωνία η προσχώρηση αρχίζει να ισχύει την 1η Σεπτεμβρίου, έπειτα από την ημερομηνία κατάθεσης των κυρωτικών εγγράφων στην κυβέρνηση του Λουξεμβούργου.

4) Συνεπεία των προαναφερομένων μεταβάλλονται τόσο η σύνθεση του Ανωτάτου Συμβουλίου, όσο και η σύνθεση των Συμβουλίων Επιθεωρητών.

Άρθρο 32.

1) Το παρόν καταστατικό υπόκειται σε επικύρωση. Τα έγγραφα επικύρωσης θα κατατεθούν στην κυβέρνηση του Λουξεμβούργου, η οποία θα ειδοποιήσει σχετικά όλες τις άλλες συνυπογράφουσες κυβερνήσεις.

2) Το καταστατικό θα τεθεί σε ισχύ την ημερομηνία κατάθεσης του τέταρτου εγγράφου επικύρωσης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ
ΤΟΥ
ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΥ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΕΞΕΤΑΣΕΩΝ
ΤΟΥ
ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΑΠΟΛΥΤΗΡΙΟΥ

Άρθρο 1.

Το δίπλωμα του ευρωπαϊκού απολυτηρίου απονέμεται εξ ονόματος του Ανωτάτου Συμβουλίου στο τέλος του έβδομου έτους σπουδών δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης του Ευρωπαϊκού Σχολείου στους μαθητές εκείνους που συμμετέχουν με επιτυχία στις τελικές απολυτήριες εξετάσεις, η διαδικασία των οποίων καθορίζεται στη συνέχεια. Το δίπλωμα πιστοποιεί την ολοκλήρωση των σπουδών δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης στο Ευρωπαϊκό Σχολείο, υπό τους όρους που έχει καθορίσει το Ανώτατο Συμβούλιο.

Άρθρο 2.

Οι εγγεγραμμένοι μαθητές σε κάθε γλωσσικό τμήμα του σχολείου συμμετέχουν στις ίδιες εξετάσεις ή σε ισότιμες εξετάσεις ενώπιον εξεταστικής επιτροπής, η σύνθεση και ο τρόπος λειτουργίας της οποίας καθορίζονται στη συνέχεια.

Άρθρο 3.

Εξεταστική περίοδος.

Η τακτική εξεταστική περίοδος διοργανώνεται κάθε χρόνο στη συγκεκριμένη ημερομηνία που προσδιορίζει το Ανώτατο Συμβούλιο με απόφασή του.

Σε περίπτωση που ένας ή περισσότεροι μαθητές δεν έχουν κατορθώσει για λόγους ανωτέρας βίας να λάβουν μέρος στις εξετάσεις της τακτικής περιόδου, η εξεταστική επιτροπή μπορεί να αποφασίσει τη διοργάνωση μιας έκτακτης εξεταστικής περιόδου, σύμφωνα με τη διαδικασία που έχει θεσπίσει το Ανώτατο Συμβούλιο.

Άρθρο 4.

Εγγραφή στις εξετάσεις.

Στις εξετάσεις του ευρωπαϊκού απολυτηρίου μπορεί να ζητήσουν να εγγραφούν οι μαθητές που έχουν παρακολουθήσει τακτικά τουλάχιστον τα δύο τελευταία έτη σπουδών δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης στο Ευρωπαϊκό Σχολείο.

Η διαδικασία των εξετάσεων καθώς και τα τέλη εγγραφής καθορίζονται από το Ανώτατο Συμβούλιο.

Αντικείμενο των εξετάσεων.

Άρθρο 5.

1) Οι εξετάσεις του ευρωπαϊκού απολυτηρίου καλύπτουν την ύλη που έχει διδαχθεί στο 7ο έτος σπουδών, σύμφωνα με το πρόγραμμα αυτού του συγκεκριμένου έτους.

2) Για να αξιολογήσει την επίδοση των υποψηφίων η εξεταστική επιτροπή λαμβάνει υπόψη της τα εξής:

—τον προκαταρκτικό βαθμό

—τις τελικές εξετάσεις.

3) Οι τελικές εξετάσεις αποτελούνται από ένα γραπτό και ένα προφορικό σκέλος. Οι εξετάσεις αυτές βαθμολογούνται με κλίμακα 1 ως 10, όπου 10 είναι το άριστα. Κάθε σκέλος της εξέτασης πολλαπλασιάζεται με τον εφαρμοζόμενο συντελεστή.

4) Για να πάρει το απολυτήριο ο μαθητής πρέπει να έχει πετύχει:

—μέσον όρο 60/100 στο σύνολο των μαθημάτων

—και έναν ελάχιστο βαθμό, που προσδιορίζεται από το Ανώτατο Συμβούλιο, στην έκθεση στην μητρική του γλώσσα.

Άρθρο 6.

Οι γραπτές εξετάσεις περιλαμβάνουν:

1) για όλα τα τμήματα, με συντελεστή 2,5:

—έκθεση στη μητρική γλώσσα του μαθητή, πάνω σε θέμα που επιλέγεται από το μαθητή μεταξύ τριών θεμάτων που του προτείνονται.

2) επίσης:

α) για το τμήμα λατινικών—ελληνικών:

—με συντελεστή 3 : ένα λατινικό θέμα

—με συντελεστή 2 : ένα ελληνικό θέμα

—με συντελεστή 1,5 : κατ' επιλογή μία από τις τρεις εξετάσεις που ακολουθούν:

ι) ανάπτυξη φιλοσοφικού περιεχομένου πάνω σε θέμα που επιλέγει ο μαθητής από τα τρία που του προτείνονται,

ιι) έκθεση στη δεύτερη του γλώσσα,

ιιι) εξέταση μαθηματικών.

β) για το τμήμα λατινικών—σύγχρονων γλωσσών:

—με συντελεστή 3 : ένα λατινικό θέμα

—με συντελεστή 2 : έκθεση στη δεύτερη γλώσσα

—με συντελεστή 1,5 : κατεπιλογή μία από τις τρεις ακόλουθες εξετάσεις:

ι) ανάπτυξη φιλοσοφικού περιεχομένου πάνω σε θέμα που επιλέγει ο μαθητής από τα τρία που του προτείνονται,

ιι) έκθεση σε τρίτη γλώσσα,

ιιι) εξέταση μαθηματικών.

γ) για το τμήμα λατινικών—μαθηματικών—επιστημών:

—με συντελεστή 3 : εξέταση μαθηματικών

—με συντελεστή 2 : εξέταση φυσικών επιστημών

—με συντελεστή 1,5 : κατεπιλογή μία από τις τρεις ακόλουθες εξετάσεις:

ι) λατινικό θέμα,

ιι) ανάπτυξη φιλοσοφικού περιεχομένου πάνω σε θέμα που επιλέγει ο μαθητής από τα τρία που προτείνονται,

ιιι) έκθεση στη δεύτερη γλώσσα.

δ) για το τμήμα σύγχρονων γλωσσών—μαθηματικών—επιστημών:

—με συντελεστή 3 : εξέταση μαθηματικών

—με συντελεστή 2 : εξέταση φυσικών επιστημών

—με συντελεστή 1,5 : κατεπιλογή μία από τις τρεις ακόλουθες εξετάσεις:

ι) έκθεση στη δεύτερη γλώσσα,

ιι) εξέταση βιολογίας,

ιιι) ανάπτυξη φιλοσοφικού περιεχομένου πάνω σε θέμα που επιλέγει ο μαθητής από τα τρία που του προτείνονται.

ε) για το τμήμα οικονομικών και κοινωνικών επιστημών:

—με συντελεστή 3 : μία εξέταση οικονομικών

—με συντελεστή 2 : εξέταση στατιστικής

—με συντελεστή 1,5 : κατεπιλογή μία από τις τρεις ακόλουθες εξετάσεις:

ι) ανάπτυξη φιλοσοφικού περιεχομένου πάνω σε θέμα που επιλέγει ο μαθητής από τα τρία που του προτείνονται,

ιι) έκθεση στη δεύτερη γλώσσα,

ιιι) εξέταση κοινωνιολογίας.

Άρθρο 7.

Οι προφορικές εξετάσεις περιλαμβάνουν:

—με συντελεστή 1,5 : ερωτήσεις στη μητρική γλώσσα,

—με συντελεστή 1,5 : ερωτήσεις στη δεύτερη γλώσσα,

—με συντελεστή 1,5 : ερωτήσεις ιστορίας και γεωγραφίας. Η επιλογή μεταξύ αυτών των δύο μαθημάτων πραγματοποιείται με κλήρο στην αρχή των τελικών εξετάσεων,

—με συντελεστή 1,5 : ερωτήσεις πάνω σε ύλη επιστημονικού περιεχομένου που δεν αποτελεί αντικείμενο γραπτής εξέτασης.

Άρθρο 8.

α) Για τον κάθε μαθητή υποβάλλεται στην εξεταστική επιτροπή μία αναλυτική κατάσταση των βαθμών του κατά μάθημα για το τελευταίο έτος σπουδών. Τα αντίγραφα των τριμηνιαίων διαγωνισμών είναι επίσης στη διάθεση της επιτροπής.

β) Ο προκαταρκτικός βαθμός είναι το σύνολο δύο στοιχείων ίσης σπουδαιότητας:

1) των βαθμών στην τάξη,

2) των βαθμών στους τριμηνιαίους διαγωνισμούς, και αντιπροσωπεύει τα 2/5 στον τελικό μέσο όρο.

1. Ο βαθμός στην τάξη προσδιορίζεται για κάθε μάθημα με βάση:

α) την προφορική και γραπτή δραστηριότητα του μαθητή στην τάξη,

β) την εργασία και την πρόοδο του μαθητή.

Λαμβάνονται επίσης υπόψη οι εργασίες που πραγματοποιεί ο μαθητής στο σπίτι.

2. Ο βαθμός των τριμηνιαίων διαγωνισμών προσδιορίζεται με βάση τις γραπτές εκθέσεις και τα τμηματικά διαγωνίσματα, γραπτά ή προφορικά, που δεν ξεπερνούν την ύλη ενός ή δύο μαθημάτων.

Οι γραπτοί διαγωνισμοί, που , σε περιορισμένο αριθμό, πραγματοποιούνται στο δεύτερο τρίμηνο, εναρμονίζονται στο μέτρο του δυνατού μέσα στο εσωτερικό κάθε ιδρύματος.

Τα μαθήματα, που δεν αποτελούν αντικείμενο παραδοσιακών διαγωνισμών, εξετάζονται με τμηματικούς διαγωνισμούς κατά τη διάρκεια των τριών τριμήνων της τελευταίας τάξης.

Πίνακας των γραπτών διαγωνισμών του δευτέρου τριμήνου:

Σειρά	Μαθήματα			
I (ΛΕ)	Μητρική γλ. (1)	— Φιλσ. (2)	ΣΓλ. 1 (3)	— Μαθηματικά
II (ΛΣγλ)	»	»	ΣΓλ. 2 (4)	— »
III (ΛΜ)	»	»	Λατ.	— ΣΓλ 1 (3)
IV (ΣΓλ)	»	»	ΣΓλ. 1 (3)	— Χημεία
V (Οικ.)	»	»	ΣΓλ. 1 (3)	— Κοινωνιολογία

Σύνθεση της εξεταστικής επιτροπής.

Άρθρο 9.

1) Μέλη της εξεταστικής επιτροπής είναι:

—Ο πρόεδρος, οι αντιπρόεδροι,

—οι εξεταστές από τα κράτη μέλη που διορίζονται από το Ανώτατο Συμβούλιο,

—ο Διευθυντής του Σχολείου,

—οι καθηγητές της τελευταίας τάξης, που διδάσκουν τα μαθήματα που αναφέρονται στα άρθρα 6 και 7 ανωτέρω.

2) Τα προαναφερόμενα μέλη συναποτελούν την ενιαία εξεταστική επιτροπή για τα διάφορα γλωσσικά τμήματα της δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

3) Από κάθε συμβαλλόμενο μέρος συμμετέχουν κατά βάση τουλάχιστο δύο μέλη στην εξεταστική επιτροπή.

4) Τα μέλη της εξεταστικής επιτροπής, που δεν ανήκουν στο διδακτικό προσωπικό των ευρωπαϊκών σχολείων, επιλέγονται ακριβώς εξαιτίας των ιδιαίτερών τους προσόντων σε έναν ή περισσότερους από τους τομείς της ύλης που αποτελούν αντικείμενο των γραπτών ή προφορικών εξετάσεων. Τα μέλη αυτά οφείλουν να πληρούν τους όρους που ισχύουν στη χώρα καταγωγής τους για το διορισμό τους σε αντίστοιχες εξεταστικές επιτροπές. Τα εν λόγω μέλη πρέπει να κατέχουν τουλάχιστο δύο από τις γλώσσες διδασκαλίας των ευρωπαϊκών σχολείων.

5) Πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής είναι ένας καθηγητής ανώτατου εκπαιδευτικού ιδρύματος, που διορίζεται από το Ανώτατο Συμβούλιο, με βάση την πρόταση των αρμόδιων αρχών της χώρας, που ασκεί την εκ περιτροπής προεδρία.

6) Οι επιθεωρητές, που εκπροσωπούν κάθε χώρα στο Συμβούλιο Επιθεωρητών Δευτεροβάθμιας Εκπαίδευσης, συνεπικουρούν τον πρόεδρο στο έργο του, ως αντιπρόεδροι. Σε περίπτωση που ο πρόεδρος κωλύεται, ασκεί ένας από τους αντιπροέδρους την προεδρία.

---

(1) μητρική γλώσσα
(2) φιλοσοφία
(3) 1η σύγχρονη γλώσσα
(4) 2η σύγχρονη γλώσσα

Άρθρο 10.

Η κάθε γραπτή εξέταση είναι αντικείμενο δύο διορθώσεων. Τα ανώνυμα αντίγραφα διορθώνονται αφ' ενός από τον καθηγητή της τάξεως και, αφ' ετέρου, από έναν εξωτερικό διορθωτή. Η εναρμόνιση της βαθμολογίας εξασφαλίζεται από τον πρόεδρο της εξεταστικής επιτροπής ή από τους αντιπροέδρους.

Η προφορική εξέταση των υποψηφίων πραγματοποιείται ενώπιον δύο εξεταστών: έναν εξωτερικό εξεταστή και τον καθηγητή του υποψηφίου.

Μετά την επιλογή της ερωτήσεως, δίνεται στον υποψήφιο λογικός χρόνος για να προετοιμασθεί.

Άρθρο 11.

Το Ανώτατο Συμβούλιο προσδιορίζει εκτός από το ποσό για τα έξοδα ταξιδιού και διαμονής, που αποδίδονται στα μέλη της εξεταστικής επιτροπής, και το ύψος της ημερήσιας αποζημιώσεως που τους καταβάλλεται για κάθε ημέρα παρουσίας στον τόπο της έδρας του σχολείου, κατά τη διάρκεια των εξετάσεων.

Διεξαγωγή των εξετάσεων.

Άρθρο 12.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής επιλέγει τα θέματα της γραπτής εξέτασης από τις προτάσεις που του έχουν υποβάλει τα μέλη του Συμβουλίου Επιθεωρητών Δευτεροβάθμιας Εκπαίδευσης.

Τα θέματα που επελέγησαν για τις εξετάσεις τοποθετούνται σε σφραγισμένο φάκελο, ξεχωριστό για το κάθε μάθημα. Οι φάκελοι αυτοί δεν αποσφραγίζονται παρά μόνο μέσα στην αίθουσα των εξετάσεων στην αρχή της κάθε εξέτασης.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για να διαφυλαχθεί το απόρρητο των εξετάσεων.

Άρθρο 13.

Η εξεταστική επιτροπή μπορεί να επιτρέψει, σε ένα μαθητή να εξετασθεί κατ' εξαίρεση προφορικώς, αντί γραπτώς και αντιστρόφως, για δεόντως βεβαιωμένους σωματικούς λόγους, μετά από ειδική απόφασή της.

Άρθρο 14.

Το Ανώτατο Συμβούλιο καθορίζει τη χρονική διάρκεια των γραπτών και προφορικών εξετάσεων που προβλέπεται στα άρθρα 6 και 7.

Άρθρο 15.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής, ο οποίος συνεπικουρείται στο έργο αυτό από το Διευθυντή του Σχολείου, φροντίζει ώστε οι γραπτές εξετάσεις να διεξάγονται κάτω από συνεχή εποπτεία.

Άρθρο 16.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής μπορεί να παρευρίσκεται σε όλες τις εξετάσεις. Μπορεί, ανά πάσα στιγμή, κατά τη διάρκεια των εξετάσεων, να συγκαλέσει την εξεταστική επιτροπή για οποιοδήποτε θέμα σχετικό με τη διεξαγωγή των εξετάσεων. Έχει την εξουσία να αποφανθεί για επεισόδια που ενδεχομένως να προκύψουν.

Οι συσκέψεις της εξεταστικής επιτροπής.

Άρθρο 17.

Τα μέλη της εξεταστικής επιτροπής, τα επιφορτισμένα με τη διόρθωση των γραπτών εξετάσεων ή με τη διεξαγωγή των προφορικών εξετάσεων, βαθμολογούν ατομικά την κάθε εξέταση επιδόσεως. Μετά από σύσκεψη, ο τελικός βαθμός για την κάθε εξέταση προκύπτει από τον αριθμητικό μέσο όρο των διαφόρων βαθμών που δόθηκαν. Οι βαθμοί που υπολογίζονται με αυτήν τη βάση δίνονται στον πρόεδρο της εξεταστικής επιτροπής.

Άρθρο 18.

1) Όταν περατωθούν οι γραπτές ή οι προφορικές εξετάσεις, ο πρόεδρος συγκαλεί την εξεταστική επιτροπή για να συσκεφθεί πάνω στο σύνολο των αποτελεσμάτων.

2) Οι βαθμοί που επιτυγχάνει ο κάθε μαθητής για τα διάφορα μέρη των εξετάσεων αντιπαρατίθενται και συγκρίνονται, λαμβάνοντας υπόψη τους συντελεστές που προβλέπονται για το κάθε μάθημα.

3) Τα διάφορα μέρη των εξετάσεων συμμετέχουν στο τελικό αποτέλεσμα με την εξής αναλογία:

α) ένα ανώτατο όριο 100 βαθμών για τον προκαταρκτικό βαθμό, όπως ορίζεται στο άρθρο 8,

β) ένα ανώτατο όριο 90 βαθμών για το σύνολο των γραπτών εξετάσεων, όπως ορίζονται στο άρθρο 6,

γ) ένα ανώτατο όριο 60 βαθμών για το σύνολο των προφορικών εξετάσεων, όπως ορίζονται στο άρθρο 7.

Στην περίπτωση που ένας μαθητής δεν επιτύχει το ελάχιστο απαιτούμενο όριο στη μητρική του γλώσσα, θα αποκλεισθεί ο μαθητής αυτός μόνο μετά από προηγούμενη σύσκεψη της εξεταστικής επιτροπής.

Αφού εκφράσει τη γνώμη του ο καθηγητής που δίδασκε αυτό το μάθημα, η εξεταστική επιτροπή θα αποφασίσει αν θα υποβάλει το μαθητή ή όχι σε νέα εξέταση αμέσως. Η εξέταση αυτή θα πραγματοποιηθεί ενώπιον ειδικής υπο—επιτροπής, της οποίας θα προεδρεύσει ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής ή ο εκπρόσωπός του.

Άρθρο 19.

Η εξεταστική επιτροπή διαβουλεύεται με βάση τα διάφορα στοιχεία αξιολογήσεως που αντιπροσωπεύουν ο προκαταρκτικός βαθμός και τα αποτελέσματα των γραπτών και προφορικών εξετάσεων.

Οι υποψήφιοι που συμπληρώνουν τις προϋποθέσεις μέσου όρου που διατυπώνονται στο άρθρο 5 παρ. 4 κηρύσσονται επιτυχόντες.

Η περίπτωση των μαθητών που επέτυχαν τουλάχιστον τα 9/10 του απαιτούμενου μέσου όρου αποτελεί αντικείμενο ιδιαίτερης ανασκόπησης. Για το λόγο αυτόν, η εξεταστική επιτροπή συμβουλεύεται το βιβλιάριο σπουδών του μαθητή και, ειδικότερα, την επίδοσή του τα δύο τελευταία χρόνια.

Μετά από διαβουλεύσεις για την κάθε ξεχωριστή περίπτωση, η επιτροπή αποφαίνεται οριστικά. Οι αποφάσεις της εξεταστικής επιτροπής είναι κυρίαρχες, και η μόνη δυνατή προσφυγή πρέπει να βασίζεται σε τυπικό ελάττωμα.

Άρθρο 20.

Όταν σε μια συγκεκριμένη περίπτωση οι απόψεις είναι διχασμένες σχετικά με έναν υποψήφιο, πραγματοποιείται ψηφοφορία στην οποία συμμετέχουν, εκτός του προέδρου και των αντιπροέδρων, οι εξωτερικοί εξεταστές, ο Διευθυντής του Σχολείου και οι καθηγητές (1) του υποψηφίου που δίδασκαν στην τελευταία τάξη τα μαθήματα που απετέλεσαν αντικείμενο γραπτής ή προφορικής εξετάσεως. Σε περίπτωση ισοψηφίας, η ψήφος του προέδρου είναι καθοριστική.

Άρθρο 21.

Συντάσσεται πρακτικό της διεξαγωγής των εξετάσεων και των διαβουλεύσεων. Αναφέρει το βαθμό που δίδεται για το κάθε μάθημα και το ποσοστό των βαθμών για το σύνολο των εξετάσεων. Υπογράφεται από τον πρόεδρο ή τον αντιπρόεδρο.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής θα απευθύνει στις εθνικές αρχές, που έχουν ορισθεί γι' αυτόν το σκοπό, ένα επικυρωμένο αντίγραφο των πρακτικών.

Άρθρο 22.

Τα μέλη της εξεταστικής επιτροπής υποχρεούνται να τηρούν εχεμύθεια για όσα διαδραματίζονται κατά τις εξετάσεις και διαβουλεύσεις.

Δίπλωμα Ευρωπαϊκού Απολυτηρίου.

Άρθρο 23.

1) Απονέμεται στους μαθητές που πέτυχαν στις εξετάσεις του Ευρωπαϊκού Απολυτηρίου ένα δίπλωμα που αναφέρει το ποσοστό των βαθμών που πέτυχαν στις εξετάσεις. Ένας κατάλογος των ποσοστών των βαθμών που πέτυχε ο μαθητής σε κάθε μάθημα θα του παρασχεθεί κατόπιν αιτήσεώς του.

2) Το δίπλωμα αυτό υπογράφεται από τον πρόεδρο της εξεταστικής επιτροπής και από ένα μέλος τουλάχιστον από την κάθε εθνικότητα, καθώς και από το Διευθυντή του Σχολείου. Φέρει επίσης τη σφραγίδα του Σχολείου.

3) Ο συμπληρωματικός κατάλογος υπογράφεται από τον πρόεδρο της εξεταστικής επιτροπής.

4) Ο Διευθυντής του Σχολείου μπορεί, στη συνέχεια, να εκδίδει ακριβή αντίγραφα.

Ισοτιμία με την εθνική ανώτερη εκπαίδευση.

Άρθρο 24.

1) Σε εφαρμογή του άρθρου 5 παρ. 2α) και β) του Καταστατικού του Σχολείου, το ευρωπαϊκό απολυτήριο εξασφαλίζει, ανάλογα με τα τμήματα, ισοτιμία με τα εθνικά διπλώματα ή πιστοποιητικά. Οι αρμόδιες αρχές των συμβαλλομένων μερών θα παράσχουν τις σχετικές πληροφορίες στο Ανώτερο Συμβούλιο.

2) Σε περίπτωση τροποποίησης του τίτλου των διπλωμάτων των πιστοποιητικών ή της κλίμακας βαθμολόγησης σε μία χώρα, τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση, το καθένα για τον εαυτό του, να εξασφαλίσουν την ισοτιμία του Ευρωπαϊκού Απολυτηρίου με τα διπλώματα, τα πιστοποιητικά και τη βαθμολόγηση που προκύπτουν από τις νέες εθνικές διατάξεις.

Άρθρο 25.

Γενικές διατάξεις.

Το Ανώτατο Συμβούλιο θεσπίζει όλα τα απαραίτητα μέτρα για την εφαρμογή και, όπου εμφανίζεται αναγκαίο, για τη συμπλήρωση του παρόντος κειμένου.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ
ΓΙΑ ΤΗΝ
ΙΔΡΥΣΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΣΧΟΛΕΙΩΝ

που καταρτίστηκε σε συνδυασμό με το καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου, που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο, στις 12 Απριλίου 1957

Άρθρο 1.

Για να εξασφαλισθεί η κοινή εκπαίδευση και διδασκαλία των τέκνων του προσωπικού των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, μπορεί να ιδρυθούν στην επικράτεια των συμβαλλομένων μερών εκπαιδευτικά ιδρύματα, με την ονομασία «Ευρωπαϊκό Σχολείο».

Στα Σχολεία μπορεί να γίνουν δεκτά και άλλα τέκνα, ανεξάρτητα από την ιθαγένειά τους.

Τα ιδρύματα αυτά διέπονται από τις διατάξεις του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου, που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 12 Απριλίου 1957 και από τις διατάξεις του κανονισμού εξετάσεων του ευρωπαϊκού απολυτηρίου, που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο, στις 15 Ιουλίου 1957, με την επιφύλαξη των ρυθμίσεων που θεσπίζονται στα παρακάτω άρθρα.

Άρθρο 2.

Το Ανώτατο Συμβούλιο αποφασίζει ομόφωνα την ίδρυση νέων ευρωπαϊκών σχολείων και καθορίζει τον τόπο της έδρας τους.

Άρθρο 3.

Οι εξουσίες που παρέχονται από το καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου στο Ανώτατο Συμβούλιο, στα Συμβούλια Επιθεωρητών και στον εκπρόσωπο του Ανωτάτου Συμβουλίου —ως Πρόεδρο του Διοικητικού Συμβουλίου— επεκτείνονται και ισχύουν για κάθε Σχολείο, που ιδρύεται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 1.

Κάθε Σχολείο έχει χωριστή νομική προσωπικότητα, σύμφωνα με όσα προβλέπονται στο άρθρο 6 του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου.

Κάθε Σχολείο έχει το δικό του Διοικητικό Συμβούλιο και Διευθυντή.

Άρθρο 4.

Το Ανώτατο Συμβούλιο μπορεί να διαπραγματευθεί τη σύναψη οποιασδήποτε συμφωνίας για τα εκπαιδευτικά ιδρύματα που ιδρύθηκαν με την προαναφερόμενη διαδικασία, τόσο με τις Ευρωπαϊκές Κοινότητες, όσο και με όλους τους υπόλοιπους διακρατικούς οργανισμούς ή φορείς που ενδιαφέρονται για τη λειτουργία των εν λόγω εκπαιδευτικών ιδρυμάτων, λόγω του τόπου της έδρας τους. Στην περίπτωση αυτή τους παραχωρείται μία έδρα και μία ψήφος στο Ανώτατο Συμβούλιο, για όλα τα ζητήματα που έχουν σχέση με το εν λόγω εκπαιδευτικό ίδρυμα, ενώ τους παραχωρείται επίσης και μία έδρα στο Διοικητικό Συμβούλιο του εν λόγω ιδρύματος.

Για να είναι έγκυρη μια απόφαση, που λαμβάνεται με την ειδική πλειοψηφία, του άρθρου 10 του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου, πρέπει να συγκεντρώσει τα δύο τρίτα των ψήφων των εκπροσωπούμενων συμβαλλομένων μερών.

Κάθε απόφαση, για τη χρηματοδότηση ενός ιδρύματος λαμβάνεται ομόφωνα από τα συμβαλλόμενα μέρη, που εκπροσωπούνται στο Ανώτατο Συμβούλιο.

Άρθρο 5.

Το Ανώτατο Συμβούλιο μπορεί επίσης να διαπραγματευθεί τη σύναψη οποιασδήποτε συμφωνίας με οργανισμούς ή ιδρύματα ιδιωτικού δικαίου, που ενδιαφέρονται για τη λειτουργία ενός Ευρωπαϊκού Σχολείου, το οποίο ιδρύθηκε σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος πρωτοκόλλου, λόγω της θέσης του.

Το Ανώτατο Συμβούλιο μπορεί επίσης να τους παραχωρήσει μία έδρα στο Διοικητικό Συμβούλιο του εν λόγω εκπαιδευτικού ιδρύματος, κατά την κρίση του.

Άρθρο 6.

Το οικονομικό έτος κάθε σχολείου συμπίπτει με το ημερολογιακό έτος.

Άρθρο 7.

Κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις του άρθρου 13 του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου, το Ανώτατο Συμβούλιο εγκρίνει στα θέματα του προϋπολογισμού το σχέδιο προϋπολογισμού, καθώς και τον ισολογισμό οικονομικής διαχείρισης, στο βαθμό που αυτά το αφορούν, και τα διαβιβάζει κατόπιν στις αρμόδιες αρχές των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 8.

Η Κυβέρνηση κάθε χώρας στην οποία ένα Σχολείο έχει την έδρα του, βάσει των διατάξεων του προαναφερόμενου άρθρου 2, έχει το δικαίωμα να διατυπώσει τις επιφυλάξεις της, σύμφωνα με όσα προβλέπονται στο άρθρο 29 του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου.

Άρθρο 9.

Το παρόν πρωτόκολλο υπόκειται σε επικύρωση. Τα κυρωτικά έγγραφα θα κατατεθούν στην κυβέρνηση του Λουξεμβούργου, που είναι ο θεματοφύλακας του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου. Η κυβέρνηση αυτή ειδοποιεί όλες τις άλλες συνυπογράφουσες κυβερνήσεις σχετικά με την κατάθεση.

Το παρόν πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ την ημερομηνία κατάθεσης του τέταρτου εγγράφου επικύρωσης.

Το παρόν πρωτόκολλο, που έχει συνταχθεί σε ένα μόνο αντίτυπο, στη γαλλική, γερμανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, θα κατατεθεί στα αρχεία της κυβέρνησης του Λουξεμβούργου, που διαβιβάζει κυρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση κάθε συμβαλλομένου μέρους. Τα κείμενα σε όλες τις γλώσσες είναι εξίσου αυθεντικά.

ΠΡΟΣΘΕΤΟ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΔΡΥΣΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΣΧΟΛΕΙΩΝ

που καταρτίσθηκε σε συνδυασμό με το πρωτόκολλο, που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο, στις 13 Απριλίου 1962

Άρθρο 1.

Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 1, παράγραφος 1 του πρωτοκόλλου της 13ης Απριλίου 1962 για την ίδρυση των Ευρωπαϊκών Σχολείων, μπορεί να ιδρυθεί ένα Ευρωπαϊκό Σχολείο στο Μόναχο, με σκοπό την κοινή εκπαίδευση και διδασκαλία των τέκνων του προσωπικού του Ευρωπαϊκού Γραφείου Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας.

Στο Σχολείο γίνονται επίσης δεκτά και άλλα τέκνα, που είναι υπήκοοι ενός κράτους μέλους της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας ή ενός άλλου κράτους, που έχει συνυπογράψει τη σύμβαση για τα ευρωπαϊκά διπλώματα ευρεσιτεχνίας, με βάση τους κανόνες που καθορίζει ομόφωνα το Ανώτατο Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Σχολείων.

Άρθρο 2.

Το Ευρωπαϊκό Γραφείο Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας διαθέτει μία έδρα και μία ψήφο στο Ανώτατο Συμβούλιο, για όλα τα ζητήματα που αφορούν το εκπαιδευτικό ίδρυμα, που έχει ιδρυθεί σε εφαρμογή του άρθρου 1, ενώ διαθέτει επίσης και μία έδρα στο Διοικητικό Συμβούλιο του εν λόγω ιδρύματος.

Άρθρο 3.

Ο προϋπολογισμός του ιδρύματος, που ιδρύεται σε εφαρμογή του άρθρου 1 του παρόντος πρόσθετου πρωτοκόλλου χρηματοδοτείται σύμφωνα με τη διαδικασία, που θα καθορισθεί σε συμφωνία, η οποία συνάπτεται βάσει του άρθρου 4 του πρωτοκόλλου για την ίδρυση των Ευρωπαϊκών Σχολείων, κατά παρέκκλιση από τη διάταξη του άρθρου 26 του καταστατικού. Το Ανώτατο Συμβούλιο φροντίζει να συμπεριληφθούν στη συμφωνία αυτή και οι σχετικές διατάξεις για τη χρηματοδότηση του ιδρύματος, βάσει των οποίων προβλέπεται ιδίως η επιβάρυνση του Ευρωπαϊκού Γραφείου Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας.

Άρθρο 4.

Το σχέδιο προϋπολογισμού, καθώς και ο ισολογισμός οικονομικής διαχείρισης του ιδρύματος, που ιδρύεται σε εφαρμογή του άρθρου 1 του παρόντος πρόσθετου πρωτοκόλλου, διαβιβάζονται στο Ευρωπαϊκό Γραφείο Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας, κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις του άρθρου 7 του πρωτοκόλλου για την ίδρυση των Ευρωπαϊκών Σχολείων.

Άρθρο 5.

Το παρόν πρόσθετο πρωτόκολλο, υπόκειται σε επικύρωση. Τα κυρωτικά έγγραφα θα κατατεθούν στην Κυβέρνηση του Λουξεμβούργου, που είναι θεματοφύλακας του καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου. Η Κυβέρνηση αυτή θα ειδοποιήσει τις υπόλοιπες συνυπογράφουσες κυβερνήσεις σχετικά με την κατάθεση των εγγράφων.

Το παρόν πρόσθετο πρωτόκολλο θα αρχίσει να ισχύει την ημερομηνία κατάθεσης του πέμπτου εγγράφου επικύρωσης.

Το παρόν πρόσθετο πρωτόκολλο, που έχει συνταχθεί σε ένα μόνο αντίτυπο, στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, δανική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβέρνησης του Λουξεμβούργου, που διαβιβάζει κυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συνυπογράφουσα κυβέρνηση. Τα κείμενα σε όλες τις γλώσσες είναι εξίσου αυθεντικά.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΟΣ ΤΟΥ ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΥ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ, ΠΟΥ ΑΠΟΤΕΛΕΙ ΤΟΝ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΑΠΟΛΥΤΗΡΙΟΥ

Τα συμβαλλόμενα μέρη στο Καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 12 Απριλίου 1957.

Δεόντως εκπροσωπούμενα από τους:

– Κύριο Claude RUELLE, Πρέσβη του Βασιλείου του Βελγίου στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Ib BODENHAGEN, Επιτετραμμένο του Βασιλείου της Δανίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Karlheinz H.G. KRUG, Επιτετραμμένο της Ομοσπόνδου Δημοκρατίας της Γερμανίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Αλέξανδρο ΡΑΦΑΗΛ, Πρέσβη της Ελληνικής Δημοκρατίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Jean MEADMORE, Πρέσβη της Γαλλικής Δημοκρατίας στο Λουξεμβούργο

– Δίδα Carmel FOLEY, Επιτετραμμένη της Ιρλανδίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Maurizio BATTAGLINI, Πρέσβη της Ιταλικής Δημοκρατίας στο Λουξεμβούργο

– Κυρία Colette FLESCH, Υπουργό Εξωτερικών, Εξωτερικού Εμπορίου και Συνεργασίας του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

– Κύριο Fernand BODEN, Υπουργό Εθνικής Παιδείας του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

– Κύριο August H. CROIN, Πρέσβη του Βασιλείου της Ολλανδίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Humphrey MAUD C.M.G., Πρέσβη του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρεταννίας και της Βορείου Ιρλανδίας στο Λουξεμβούργο.

Επιθυμώντας να τροποποιήσουν τις προϋποθέσεις απονομής του ευρωπαϊκού απολυτηρίου που καθορίζονται στο Παράρτημα του Καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου, που αποτελεί τον Κανονισμό του ευρωπαϊκού απολυτηρίου, που θεσπίσθηκε στις 14 Ιουλίου 1957 στο Λουξεμβούργο και στη Συμφωνία περί τροποποιήσεως του εν λόγω Παραρτήματος που θεσπίσθηκε στις 19 Ιουνίου 1978 στο Λουξεμβούργο, συμφώνησαν τα ακόλουθα :

Άρθρο 1.

Οι προϋποθέσεις απονομής του ευρωπαϊκού απολυτηρίου, που καθορίζονται στο Παράρτημα του Καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου που θεσπίσθηκε στις 15 Ιουλίου 1957 στο Λουξεμβούργο και στη Συμφωνία περί τροποποιήσεως του Παραρτήματος αυτού, που θεσπίσθηκε στις 19 Ιουνίου 1978 στο Λουξεμβούργο, τροποποιούνται σύμφωνα με τις διατάξεις που αναφέρονται στο Παράρτημα της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 2.

Η παρούσα Συμφωνία θα κυρωθεί. Τα έγγραφα κυρώσεως θα κατατεθούν στην Κυβέρνηση του Λουξεμβούργου.

Άρθρο 3.

Η παρούσα Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ από την ημερομηνία καταθέσεως του πέμπτου κυρωτικού εγγράφου.

Άρθρο 4.

Η κυβέρνηση του Λουξεμβούργου κοινοποιεί στα συμβαλλόμενα μέρη στο Καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου κάθε προσυπογραφή και κάθε κατάθεση κυρωτικού εγγράφου καθώς και την ημερομηνία, που η παρούσα συμφωνία τίθεται σε ισχύ.

Η παρούσα Συμφωνία συντάσσεται σε ένα μόνο αντίτυπο, στη δανική, γερμανική, ελληνική, αγγλική, γαλλική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα, των οποίων τα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά, και θα κατατεθεί στα αρχεία της κυβερνήσεως του Λουξεμβούργου που θα χορηγήσει ένα ακριβές και επικυρωμένο αντίγραφο σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος.

TIL BEKRAEFTELSE AF DETTE hat de undertegnede befuld-maegtigede sat deres underskriffer under aftale.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigen ihre Unterschriften unter dieses Abkommen gesetzt.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι προσυπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo.

TEN BLIJKE WAARWAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Overeenkomst hebben gesteld.

Udfaerdiget i Luxembourg, den 11. april 1984
Geschehen zu Luxembourg am 11. April 1984
Λουξεμβούργο, 11 Απριλίου 1984
Done at Luxembourg on 11th April 1984
Fait à Luxembourg, le 11 avril 1984
Fatto a Lussemburgo, addi' 11 aprile 1984
Gedaan te Luxemburg, de 11e april 1984

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
Voor de Regering van het Koninkrijk België

(s) Claude RUELLE

Pa Kongeriget Danmarks vegne

(s) Ib BODENHAGEN

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

(s) Karlheinz KRUG

Για την Ελληνική Κυβέρνηση

(s) Alexandre RAPHAEL

Pour le Gouvernement de la République française

(s) Jean MEADMORE

For the Government of Ireland

(s) Carmel FOLEY

Per il Governo della Repubblica italiana

(s) Maurizio BATTAGLINI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

(s) Colette Flesch
(s) Fernand BODEN

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

(s) August H. CROIN

For the Goverament of the United Kingdom of Great Britin and Northern Ireland

(s) Humphrey MAUD C.M.G.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Σύμφωνα με το άρθρο 1 της Συμφωνίας, ο Κανονισμός του ευρωπαϊκού απολυτηρίου τροποποιείται. Οι διατάξεις που έχουν εγκριθεί με τις Συμφωνίες της 15ης Ιουλίου 1957 και 19ης Ιουνίου 1978 αντικαθίστανται από τις ακόλουθες διατάξεις:

Άρθρο 1.

Το δίπλωμα του ευρωπαϊκού απολυτηρίου απονέμεται εν ονόματι του Ανωτέρου Συμβουλίου, στο τέλος του 7ου έτους της μέσης εκπαιδεύσεως του Ευρωπαϊκού Σχολείου, στους μαθητές που πέρασαν επιτυχώς τις εξετάσεις των οποίων οι λεπτομέρειες ορίζονται κατωτέρω. Επισφραγίζει τη συμπλήρωση των σπουδών μέσης εκπαιδεύσεως στο Ευρωπαϊκό Σχολείο, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που έχει προσδιορίσει το Ανώτερο Συμβούλιο.

Άρθρο 2.

Οι μαθητές που είναι εγγεγραμμένοι στα διάφορα γλωσσικά τμήματα του Σχολείου υποβάλλονται στις ίδιες ή σε ισότιμες εξετάσεις ενώπιον εξεταστικής επιτροπής, η σύνθεση και η λειτουργία της οποίας προσδιορίζονται κατωτέρω.

Άρθρο 3.

Εξεταστική περίοδος.

Μια τακτική εξεταστική περίοδος οργανώνεται κάθε χρόνο σε ημερομηνία που αποφασίζει το Ανώτερο Συμβούλιο. Η οργάνωση έκτακτης εξεταστικής περιόδου μπορεί να αποφασισθεί από την εξεταστική επιτροπή των εξετάσεων, σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που έχει αποφασίσει το Ανώτερο Συμβούλιο, στην περίπτωση που ένας ή περισσότεροι μαθητές δεν μπόρεσαν, για λόγους ανωτέρας βίας, να παρουσιασθούν στην τακτική εξεταστική περίοδο.

Άρθρο 4.

Εγγραφή στις εξετάσεις.

Μπορούν να εγγραφούν στις εξετάσεις για το ευρωπαϊκό απολυτήριο οι μαθητές που παρακολούθησαν τακτικά τουλάχιστον τα δύο τελευταία χρόνια των σπουδών μέσης εκπαιδεύσεως στο Ευρωπαϊκό Σχολείο.

Οι διατυπώσεις και τα τέλη εγγραφής προσδιορίζονται από το Ανώτερο Συμβούλιο.

Άρθρο 5.

Αντικείμενο των εξετάσεων.

1) Οι εξετάσεις για το ευρωπαϊκό απολυτήριο αφορούν την ύλη που διδάχθηκε στο 6ο και 7ο έτος σπουδών, και ιδίως:

—την κύρια γλώσσα,
— την πρώτη ξένη γλώσσα,
—μια τουλάχιστον από τις επιλογές του μαθητή,
—ιστορία ή γεωγραφία,
— θέμα επιστημονικού χαρακτήρα.

Οι γραπτές εξετάσεις είναι τουλάχιστον τέσσερις και όχι περισσότερες από έξι και οι προφορικές τουλάχιστον τρεις και όχι περισσότερες από πέντε.

2) Για να κρίνει τα αποτελέσματα των υποψηφίων, η εξεταστική επιτροπή λαμβάνει υπόψη της, σύμφωνα με τον τρόπο που αποφασίζει το Ανώτερο Συμβούλιο:

— τις τελικές εξετάσεις,

— έναν προκαταρκτικό βαθμό που βασίζεται σε προηγούμενα αποτελέσματα.

3) Οι τελικές εξετάσεις είναι εν μέρει γραπτές και εν μέρει προφορικές. Βαθμολογούνται από 0 μέχρι 10, και το 10 είναι το άριστα. Κάθε εξέταση επηρεάζεται από ένα συντελεστή.

4) Για να πάρει το απολυτήριο, ο μαθητής πρέπει να έχει πετύχει μέσο όρο 60% στο σύνολο των μαθημάτων.

Το Ανώτερο Συμβούλιο μπορεί επίσης να ορίσει κατώτατα όρια σε ορισμένα μαθήματα.

Σύνθεση της εξεταστικής Επιτροπής.

Άρθρο 6.

1) Μέλη της εξεταστικής επιτροπής είναι:

—ο πρόεδρος, οι αντιπρόεδροι,
—οι εξεταστές από τα κράτη μέλη που διορίζονται από το Ανώτερο Συμβούλιο,
—ο Διευθυντής του Σχολείου,
—οι καθηγητές της τελευταίας τάξεως που διορίζονται σύμφωνα με τον τρόπο που ορίζει το Ανώτερο Συμβούλιο.

2) Συναποτελούν την ενιαία εξεταστική επιτροπή για τα διάφορα γλωσσικά τμήματα του ανωτέρου εκπαιδευτικού κύκλου.

3) Κάθε συμβαλλόμενο μέρος έχει, κατ' αρχήν, τουλάχιστο δύο μέλη στην εξεταστική επιτροπή.

4) Τα μέλη της εξεταστικής επιτροπής, που δεν είναι μέλη του διδακτικού προσωπικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου, επιλέγονται για την ιδιαίτερη ειδίκευσή τους σε ένα ή περισσότερα από τα μαθήματα που αποτελούν αντικείμενο γραπτών και προφορικών εξετάσεων. Πρέπει να πληρούν τις προϋποθέσεις που απαιτεί η χώρα προελεύσεώς τους για να διορισθούν ισότιμα μέλη της εξεταστικής επιτροπής. Πρέπει, επίσης, να γνωρίζουν τουλάχιστο δύο από τις γλώσσες που διδάσκονται στα Ευρωπαϊκά Σχολεία.

5) Την προεδρία της εξεταστικής επιτροπής εξασφαλίζει ένας καθηγητής της ανωτάτης εκπαιδεύσεως που διορίζει το Ανώτερο Συμβούλιο κατόπιν προτάσεως των αρμοδίων αρχών του κράτους που κατέχει την εκ περιτροπής προεδρία.

Οι επιθεωρητές που εκπροσωπούν την κάθε χώρα στο Συμβούλιο Επιθεωρήσεως της μέσης εκπαιδεύσεως συμπαρίστανται στον πρόεδρο με την ιδιότητα των αντιπροέδρων. Σε περίπτωση κωλύματος του προέδρου την προεδρία την αναλαμβάνει ένας από τους αντιπροέδρους.

Άρθρο 7.

Το ανώτερο Συμβούλιο ορίζει τις αρμοδιότητες των μελών της εξεταστικής Επιτροπής.

Άρθρο 8.

Το Ανώτερο Συμβούλιο προσδιορίζει, εκτός των δαπανών μετακινήσεως και διαμονής που καταβάλλονται στα μέλη της εξεταστικής επιτροπής και το ύψος της αποζημιώσεως που τους χορηγείται για κάθε μέρα παρουσίας στην έδρα του Σχολείου κατά τη διάρκεια της εξεταστικής περιόδου.

Διεξαγωγή των εξετάσεων.

Άρθρο 9.

Τα θέματα των γραπτών εξετάσεων επιλέγονται από τον πρόεδρο της εξεταστικής επιτροπής μεταξύ των θεμάτων που προτείνονται από τα μέλη του Συμβουλίου Επιθεωρήσεως μέσης εκπαιδεύσεως.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα για να διασφαλίσει το απόρρητο των εξετάσεων.

Άρθρο 10.

Κατόπιν ειδικής αποφάσεως της εξεταστικής επιτροπής κατ' εξαίρεση ένας μαθητής μπορεί, για φυσικές αιτίες επαρκώς στοιχειοθετημένες, να τύχει αδείας να αντικαταστήσει την προφορική εξέταση με γραπτή εξέταση και αντίστροφα.

'Αρθρο 11.

Η διάρκεια των γραπτών και των προφορικών εξετάσεων που προβλέπονται στο άρθρο 5 θα προσδιορισθεί από το Ανώτερο Συμβούλιο.

'Αρθρο 12.

Η γραπτή εξέταση πραγματοποιείται κάτω από τη συνεχή εποπτεία που καθορίζει ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής, με τη συνεργασία του Διευθυντή του Σχολείου.

'Αρθρο 13.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής έχει την εξουσία να αποφανθεί για τα επίμαχα ζητήματα που ενδεχομένως να προκύψουν.

Οι συσκέψεις της εξεταστικής Επιτροπής.

'Αρθρο 14.

Η εξεταστική επιτροπή συνεδριάζει σύμφωνα με τη διαδικασία που ορίζει το Ανώτερο Συμβούλιο.

'Αρθρο 15.

Συντάσσεται πρακτικό της διεξαγωγής των εξετάσεων και των συσκέψεων. Αναφέρει το βαθμό που δίδεται για το κάθε μάθημα και το ποσοστό των βαθμών για το σύνολο των εξετάσεων. Υπογράφεται από τον πρόεδρο ή τον αντιπρόεδρο.

Ο πρόεδρος της εξεταστικής επιτροπής θα απευθύνει στις εθνικές αρχές που έχουν ορισθεί γι' αυτόν το σκοπό, ένα επικυρωμένο αντίγραφο των πρακτικών.

'Αρθρο 16.

Τα μέλη της εξεταστικής επιτροπής δεσμεύονται από το απόρρητο των εξετάσεων και των συσκέψεων.

'Αρθρο 17.

Δίπλωμα ευρωπαϊκού απολυτηρίου.

1) Το ευρωπαϊκό απολυτήριο απονέμεται στους μαθητές που πέτυχαν στις εξετάσεις.

2) Το δίπλωμα αυτό υπογράφεται από τον πρόεδρο της εξεταστικής επιτροπής και από το Διευθυντή του Σχολείου. Φέρει επίσης τη σφραγίδα του Σχολείου.

3) Ο Διευθυντής του Σχολείου μπορεί, στη συνέχεια, να εκδίδει ακριβή αντίγραφα.

'Αρθρο 18.

Ισοτιμία με την εθνική ανώτερη εκπαίδευση.

Οι κάτοχοι του ευρωπαϊκού απολυτηρίου:

α) απολαύουν στη χώρα τους όλων των πλεονεκτημάτων που συνεπάγεται η απόκτηση διπλώματος ή πτυχίου που πιστοποιεί σπουδές πλήρους κύκλου μέσης εκπαιδεύσεως στη χώρα αυτήν.

β) έχοντας τα ίδια δικαιώματα με τους κατόχους ισότιμων τίτλων σπουδών στις συμβαλλόμενες χώρες, μπορούν να ζητήσουν να γίνουν αποδεκτοί σε οποιοδήποτε πανεπιστημιακό ίδρυμα των χωρών αυτών.

'Αρθρο 19.

Γενικές διατάξεις.

Το Ανώτερο Συμβούλιο λαμβάνει τα αναγκαία μέτρα για την εφαρμογή και, στον αναγκαίο βαθμό, τη συμπλήρωση του παρόντος εγγράφου.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΠΡΟΣΩΡΙΝΗΣ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΠΟΥ ΥΠΟΓΡΑΦΗΚΕ ΣΤΟ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟ ΣΤΙΣ 11 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 84 ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΟΣ ΤΟΥ ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟΥ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΣΧΟΛΕΙΟΥ, ΠΟΥ ΑΠΟΤΕΛΕΙ ΤΟΝ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ ΤΟΥ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟΥ ΑΠΟΛΥΤΗΡΙΟΥ

Τα συμβαλλόμενα μέρη στο Καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου, που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 12 Απριλίου 1957,

Δεόντως εκπροσωπούμενα από τους:

– Κύριο Claude RUELLE, Πρέσβη του Βασιλείου του Βελγίου στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Ib BODENHAGEN, Επιτετραμμένο του Βασιλείου της Δανίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Karlheinz H.G. KRUG, Επιτετραμμένο της Ομοσπόνδου Δημοκρατίας της Γερμανίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Αλέξανδρο ΡΑΦΑΗΛ, Πρέσβη της Ελληνικής Δημοκρατίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Jean MEADMORE, Πρέσβη της Γαλλικής Δημοκρατίας στο Λουξεμβούργο

– Δίδα Carmel FOLEY, Επιτετραμμένη της Ιρλανδίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Maurizio BATTAGLINI, Πρέσβη της Ιταλικής Δημοκρατίας στο Λουξεμβούργο

– Κυρία Colette FLESCH, Υπουργό Εξωτερικών, Εξωτερικού Εμπορίου και Συνεργασίας του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

– Κύριο Fernand BODEN, Υπουργό Εθνικής Παιδείας του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου

– Κύριο August H. CROIN, Πρέσβη του Βασιλείου της Ολλανδίας στο Λουξεμβούργο

– Κύριο Humphrey MAUD C.M.G., Πρέσβη του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρεταννίας και της Βορείου Ιρλανδίας στο Λουξεμβούργο,

Έχοντας υπόψη:

Το Καταστατικό του Ευρωπαϊκού Σχολείου που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 12 Απριλίου 1957,

Επιθυμώντας να διασφαλίσουν, στο μέτρο του δυνατού, την άμεση εφαρμογή της Συμφωνίας που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 11 Απριλίου 84 περί της τροποποιήσεως του Παραρτήματος του Καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου που αποτελεί τον Κανονισμό του Ευρωπαϊκού Απολυτηρίου και αναμένοντας να τεθεί σε ισχύ από την ημερομηνία καταθέσεως του πέμπτου κυρωτικού εγγράφου, συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο μόνο.

Η Συμφωνία που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 11 Απριλίου 84 περί της τροποποιήσεως του Παραρτήματος του Καταστατικού του Ευρωπαϊκού Σχολείου, που αποτελεί τον Κανονισμό του Ευρωπαϊκού Απολυτηρίου, εφαρμόζεται προσωρινά από την 1η Σεπτεμβρίου 1984, στο μέτρο που επιτρέπεται από τα Συντάγματα και τους νόμους των συμβαλλομένων μερών.

TIL BEKRAEFTELSE AF DETTE har de undertegnede befuldmaegtigede sat deres underskrifter under denne aftale.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Abkommen gesetzt:

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ, οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι προσυπέγραψαν την παρούσα Συμφωνία.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this Agreement.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Overeenkomst hebben gesteld.

Udfaerdiget i Luxembourg, den 11. april 1984
Geschehen zu Luxemburg am 11. April 1984
Λουξεμβούργο, 11 Απριλίου 1984
Done at Luxembourg on 11th April 1984
Fait à Luxembourg, le 11 avril 1984
Fatto a Lussemburgo, addì 11 aprile 1984
Gedaan te Luxemburg, de 11e april 1984

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
Voor de Regering van het Koninkrijk België
(s) Claude RUELLE

På Kongeriget Danmarks vegne
(s) Ib BODENHAGEN

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
(s) Karlheinz KRUG

Για την Ελληνική Κυβέρνηση
(υ) Αλέξανδρος ΡΑΦΑΗΛ.

Pour le Gouvernement de la République française
(s) Jean MEADMORE

For the Government of Ireland
(s) Carmel FOLEY

Per il Governo della Repubblica italiana
(s) Maurizio BATTAGLINI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg
(s) Colette Flesch
(s) Fernand BODEN

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden
(s) August H. CROIN

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
(s) Humphrey MAUD C.M.G.

Άρθρο δεύτερο.

1. Στο ελληνικό τμήμα του ευρωπαϊκού σχολείου για τα μαθήματα που συνιστούν την ελληνόγλωσση διδασκαλία εφαρμόζονται τα ισχύοντα ελληνικά ωρολόγια και αναλυτικά προγράμματα προσαρμοζόμενα στις σχετικές διατάξεις του καταστατικού του ευρωπαϊκού σχολείου.

2. Η υπηρεσιακή γενικά κατάσταση του ελληνικού εκπαιδευτικού προσωπικού του ελληνικού τμήματος του ευρωπαϊκού σχολείου διέπεται από τις διατάξεις της ελληνικής νομοθεσίας που ισχύουν για την εκπαίδευση των ελληνοπαίδων εξωτερικού.

3. Ειδικότερα θέματα που θα προκύψουν κατά την εφαρμογή αυτού του άρθρου ρυθμίζονται με προεδρικά διατάγματα που εκδίδονται με πρόταση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς της συμφωνίας προσχώρησης, που κυρώνεται με το νόμο αυτόν, αρχίζει έπειτα από την κατάθεση των εγγράφων προσχώρησης στην κυβέρνηση του Λουξεμβούργου αναδρομικά από **1.9.1980**.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 11 Μαρτίου 1987

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΚΩΣΤΑΣ ΣΗΜΙΤΗΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΑΝΤΩΝΗΣ ΤΡΙΤΣΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 13 Μαρτίου 1987

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΛΕΥΘΕΡΙΟΣ ΒΕΡΥΒΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ